

CONTRAT TERRITORIAL DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

pour le territoire du :
SCoT du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la
Châtaigneraie - BACC -

« Vers un territoire équilibré et résilient »

- 23 Juillet 2021 -



Le territoire du SCoT du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie représenté par :

Monsieur Pierre MATHONIER, Président de la communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac, autorisé à l'effet des présentes suivant délibération en date du 24 juin 2021 et Président du Syndicat mixte du SCoT du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie ;

Madame Dominique BRU, Présidente de la communauté de communes de Cère-et-Goul en Carladès, autorisée à l'effet des présentes suivant délibération en date du 19 juillet 2021 ;

Monsieur Michel TEYSSÉDOU, Président de la communauté de communes de la Châtaigneraie-Cantaliennaise, autorisé à l'effet des présentes suivant délibération en date du 26 mai 2021 ;

D'une part,

ET

L'État,

Représenté par Monsieur Serge CASTEL Préfet du CANTAL,

Ci-après désigné par « l'État » ;

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Dans le prolongement de l'accord de partenariat signé avec les régions le 28 septembre 2020, qui se traduira dans des contrats de plan État-région (CPER) renouvelés d'une part, dans les Programmes opérationnels européens d'autre part, le Gouvernement souhaite que chaque territoire soit accompagné pour décliner, dans le cadre de ses compétences, un projet de relance et de transition écologique à court, moyen et long terme, sur les domaines qui correspondent à ses besoins et aux objectifs des politiques territorialisées de l'État, dans le cadre d'un projet de territoire.

La transition écologique, le développement économique et la cohésion territoriale constituent des ambitions communes à tous les territoires : elles doivent être traduites de manière transversale et opérationnelle dans la contractualisation, qui est aujourd'hui le mode de relation privilégié entre l'État et les collectivités territoriales, sous la forme de contrats territoriaux de relance et de transition écologique (CRTE). Le Gouvernement poursuit, au travers de ces nouveaux contrats, l'ambition de simplifier et d'unifier les dispositifs de contractualisation existants avec les collectivités.

Article 1 - Objet du contrat

Les contrats de relance et de transition écologique (CRTE) ont pour objectif d'accompagner la relance de l'activité par la réalisation de projets concrets contribuant à la transformation écologique, sociale, culturelle et économique de tous les territoires (urbain et rural, montagne et littoral, métropole et outre-mer).

Les CRTE s'inscrivent

- Dans le temps court du plan de relance économique et écologique avec des actions concrètes et des projets en maturation ayant un impact important pour la reprise de l'activité dans les territoires ;
- Dans le temps long en forgeant des projets de territoire ayant pour ambition la transition écologique et la cohésion territoriale.

Pour réussir ces grandes transitions, les CRTE s'enrichissent de la participation des forces vives du territoire que sont les entreprises ou leurs représentants, les associations, les habitants.

La circulaire du Premier Ministre n° 6231 / SG du 20 novembre 2020 relative à l'élaboration des Contrats Territoriaux de Relance et de Transition Écologique confirme la contractualisation comme le mode de relation privilégié entre l'Etat et les territoires, associés à la territorialisation du plan de relance.

Le CRTE définit un cadre de partenariat et ses modalités de mise en œuvre pour réussir collectivement la transition écologique, économique, sociale et culturelle

du territoire du SCoT du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie autour d'actions concrètes qui concourent à la réalisation d'un projet résilient et durable. Ces contrats mobiliseront l'ensemble des moyens d'accompagnement existants au profit des collectivités locales, entreprises et populations des territoires engagés. Sur la base du projet de territoire, les dynamiques des dispositifs contractuels existants seront intégrées et articulées.

Le CRTE permet de concrétiser des actions communes de coopération entre les territoires dont les interactions pour des questions d'emplois, de mobilité, de services, de culture, de loisirs, de tourisme... influencent les projets de territoire.

Le contrat contient les engagements des différents partenaires pour la période contractuelle 2021-2026 : Etat, opérateurs, collectivités, secteur privé.

Le CRTE a toutefois vocation à être complété / amendé au cours de cette période.

1.1. Evolution du CTE vers un CRTE

Considérant le CTE du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie, signé le 23 janvier 2020, il est précisé que les 5 orientations stratégiques du CTE sont reprises dans le CRTE, sous la forme d'orientations stratégiques réparties dans chacun des 3 axes du CRTE.

Les délibérations autorisant la signature du CRTE formalisent le remplacement du CTE par le CRTE. Elles sont annexées au présent contrat.

Le remplacement du CTE par le CRTE prend effet à la signature du CRTE par les parties prenantes au contrat. **Cependant pour être pleinement effectif, ce transfert devra faire l'objet d'un avis du COPIL CTE (délibération) et de tout autre décisions écrites des principaux acteurs concernés actant et approuvant les conditions du transfert.**

Ceci devra être réalisé conformément au planning édicté à l'article 11 et qui est joint en annexe au présent contrat.

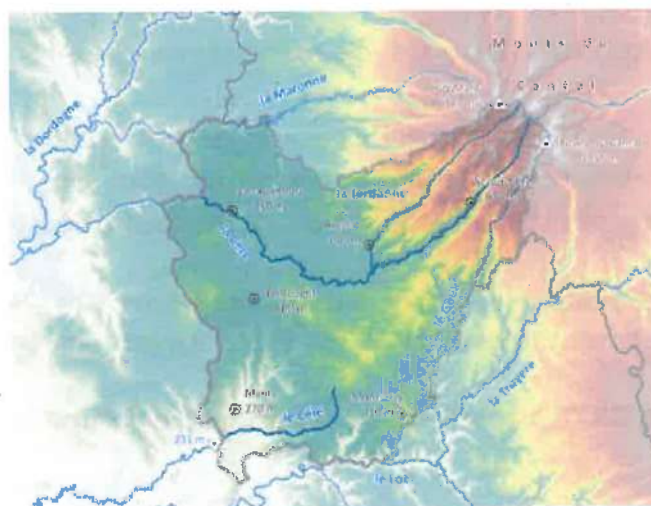
1.2. Présentation du territoire signataire

Le territoire du SCoT du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie et ses partenaires ont souhaité s'engager dans cette démarche de contractualisation.

Présentation du territoire :

Le territoire du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Chataigneraie, situé à l'ouest du département du Cantal, couvre une superficie de 1 793 km². Fort d'environ

80 000 habitants, il est composé de 86 communes, réparties en 3 EPCI que sont la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac (CABA), la Communauté de communes de la Châtaigneraie Cantalienne et la Communauté de commune Cère et Goul en Carladès.



Situé au pied du Volcan du Cantal, le territoire voit son altitude varier fortement entre les communes situées sur les crêtes du volcan et celles du Bassin d'Aurillac ou de Maurs : elle va de 200 mètres jusqu'à dépasser les 1500 sur les hauteurs du volcan. Du fait de l'activité volcanique, la géologie du territoire est, elle aussi, assez variée. Des failles et fractures montrent que l'activité tectonique peut y être assez mouvementée. Le climat y est de type océanique à influence montagnarde, c'est-à-dire humide et frais avec des saisons très contrastées.

Le paysage composant le territoire résulte de l'interaction entre l'environnement physique, le milieu naturel et les sociétés humaines et peut se découper en 3 grandes sous-unités paysagères : Les monts du Cantal et le Carladès, le Bassin d'Aurillac et la Châtaigneraie.

Dans le massif du Cantal et dans le Carladès se dessinent les grandes vallées de la Cère, de la Jordanne et du Goul sur un axe Nord-est/Sud-ouest. Les pentes sont couvertes de forêts tandis que les fonds de vallées sont occupés par des prairies. Le bâti se concentre dans la partie aval de l'unité, et est constitué de petits villages et hameaux. Le passage de la Cère a créé une large plaine plate qui occupe la majorité du bassin d'Aurillac. Les paysages mêlent forêts, prairies et grandes cultures. La Châtaigneraie est un ensemble de plateaux dans lesquelles les cours d'eau ont entaillé de nombreuses vallées. Comme sur tout le territoire, le bocage est très présent, et la différence des cultures donne de nombreuses couleurs au paysage. L'habitat est groupé sous forme de bourgs et petits hameaux dispersés.

Le territoire possède un certain patrimoine bâti qui participe à la qualité paysagère locale : des églises, manoirs ou autres, c'est plus de 100 bâtiments qui sont ainsi classés monuments historiques. Ces sites sont majoritairement localisés dans le bassin d'Aurillac et sur le massif du Cantal.

Le territoire est également riche de nombreux habitats naturels : rivières sauvages, marais, prairies humides, landes sèches, corniches, anciennes carrières ou

boisements. Ces milieux sont le support d'une biodiversité spécifique qui s'y abrite, s'y nourrit et s'y reproduit. De nombreuses espèces protégées trouvent ainsi refuge sur le territoire.

Le Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Chataigneraie apparaît également comme forestier et agricole : 37% de sa surface est couverte par les forêts. Le reste se partage essentiellement prairies (60%) et zones urbanisées (2%). L'agriculture se répartie bien sur tout le territoire, tandis que la forêt est plus importante sur les reliefs. L'essentiel des cultures sur le territoire consiste en des systèmes d'élevage bovins sur des prairies temporaires ou permanentes. La forêt du territoire est très diversifiée (feuillus, conifères, châtaigniers etc.) et l'exploitation sylvicole est un levier de développement.

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac représente l'EPCI le plus important en termes de population (54 038 habitants) en raison de la présence d'Aurillac, pôle urbain (avec Arpajon-sur-Cère) et préfecture. La CABA se compose de 25 communes pour une superficie de 491,90 km².

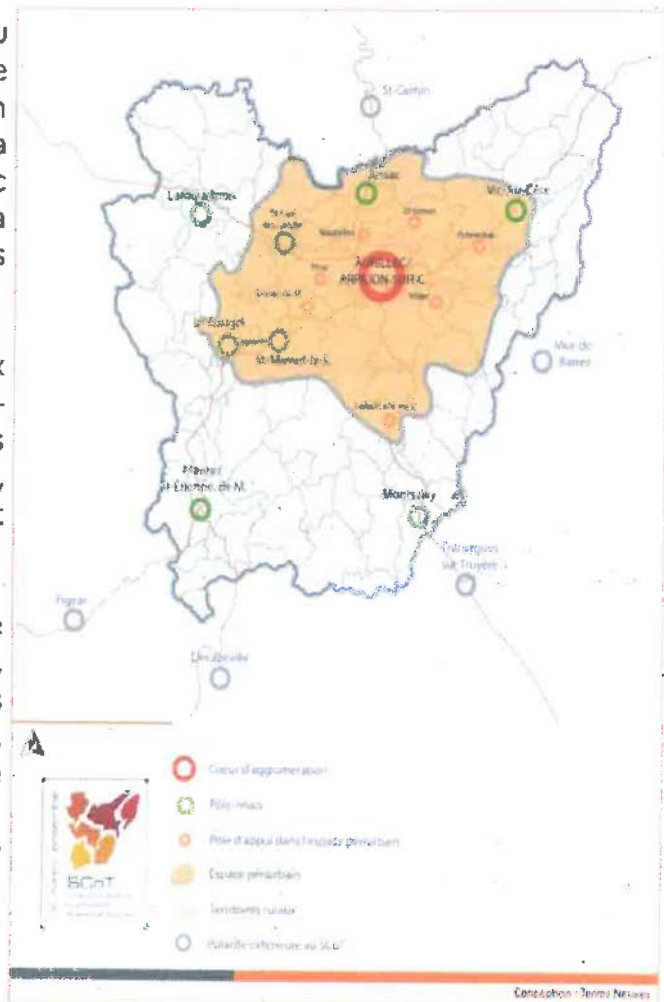
La CABA est également forte de deux pôles-relais que sont Saint-Paul-des-Landes et Jussac, et de différents pôles d'appui comme Naucelles, Ytrac, Sansac-de-Marmiesse, Saint-Simon et Vézac.

Le pôle aurillacois rayonne sur une grande partie du territoire du SCoT, grâce à une offre de services structurants (hypermarchés, hôpitaux, cinémas...) complète et une offre d'emploi très diversifiée.

Son influence s'étend même bien au-delà des limites du SCoT, si l'on considère les services de « gamme supérieure ». Il constitue donc un point d'appui remarquable pour l'ensemble

du territoire du SCoT en matière d'équipements et d'emplois. Aurillac représente en effet environ 34% de la population du SCoT, mais concentre 64% des emplois (environ 23 000 emplois).

La Communauté de communes de la Chataigneraie Cantalienne résulte de la fusion de 4 EPCI en 2017 : Cère et Rance en Chataigneraie, Entre 2 Lacs, Pays de Maurs et Pays de Montsalvy. D'une superficie de 1 054 km², la Chataigneraie Cantalienne regroupe 50 communes, avec une population d'environ 21 300 habitants. Plusieurs pôles relais et d'appui sont présents sur le territoire de la Chataigneraie Cantalienne : Laroquebrou, Saint-Mamet-la-Salvetat, Le Rouget-Pers,



Mauris-Saint-Etienne-de-Mauris, Montsalvy et Lafeuillade-en-Vézère. Ils permettent de polariser des activités, liées notamment aux fonctions administratives, services et à l'économie présentielle, comme Mauris (940 emplois) ou St-Mamet-la-Salvetat (780 emplois).

La Communauté de communes de Cère et Goul en Carladès comprend 11 communes pour une population d'environ 5 042 habitants et s'étend sur 237, 50 km². Vic-sur-Cère et Polminhac sont identifiées comme pôles relais et d'appui avec des activités et services structurants pour ce territoire.

Sur la base du projet de territoire, le CRTE décline, par axes et orientations stratégiques, des actions opérationnelles pour conduire sa démarche de transformation à moyen et long terme, en mobilisant dans la durée les moyens des partenaires publics et privés. Le contenu du présent contrat est conçu sur-mesure, par et pour les acteurs locaux.

Il est prévu que le CRTE soit amendé à la signature du volet territorial du CPER afin d'y intégrer les projets soutenus et leur financement.

C'est un contrat évolutif et pluriannuel qui court jusqu'en 2026 (cf Article 11).

1.3. Ambition du contrat

Le CRTE a vocation à être partagé avec l'ensemble des acteurs du territoire. Il fera donc l'objet d'une large communication et d'une évaluation sur la base d'indicateurs de performances numériques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux.

A cet effet un État des lieux écologique a été produit (annexe 1). Celui-ci sera complété conformément au planning en annexe.

Le CRTE vise à simplifier et améliorer la visibilité de la contractualisation entre les territoires et l'État. A cet effet, un recensement des contractualisations existantes a été effectué (cf. article 4) pour identifier :

- Les programmes territorialisés de l'ANCT : de la politique de la ville, du numérique (France très haut débit, Nouveaux lieux nouveaux liens, Société numérique...), des territoires et de la ruralité (Action cœur de ville, territoires d'industrie, Petites villes de demain, Agenda rural...);
- Les contrats de l'Etat transversaux comme les contrats de transition écologique et sectoriels des autres ministères, notamment ceux de la Culture, de l'Education nationale, de la Santé, des Sports et de tout autre dispositif à destination des collectivités territoriales ;

- L'intégration avec les dispositifs contractuels régionaux et/ou départementaux est recherchée, dans toute la mesure du possible.

En fonction des priorités du projet de territoire et de la volonté des partenaires, les conventions et contrats préexistants peuvent élargir et enrichir les orientations et objectifs stratégiques du CRTE, et être intégrés progressivement dans le CRTE.

Cette intégration entraîne la mutualisation de la gouvernance, tout en conservant la possibilité de conserver des instances de pilotage resserrées autour de problématiques spécifiques. Les engagements financiers qu'ils contiennent sont repris dans la maquette globale.

Des modalités d'articulation avec d'autres dispositifs non intégrés dans le contrat (contrats de l'Etat, moyens des opérateurs, contrats des collectivités...) peuvent être précisées.

Les contrats existants sur le territoire au 01/01/2021

Les tableaux en annexes 5, 6 et 7 listent par type de contrats les projets qui bénéficient de financements de l'Etat officiellement actés. Tous les projets inscrits dans cette annexe n'ont pas vocation à rester, à terme, inclus au CRTE.

L'analyse fine des projets qui interviendra en conformité avec le planning présenté dans l'article 11 du présent contrat et en annexe, permettra donc de stabiliser avant la fin 2021, les "projets CRTE " figurant dans ces annexes.

Article 2 – Ambition du territoire

Le projet de territoire porte l'ambition politique et stratégique du territoire. Il relie l'histoire du territoire avec ses réalités présentes et sa trajectoire dans la transition pour construire un avenir durable. La vision stratégique constitue la colonne vertébrale du projet de territoire ; elle donne un sens commun aux actions et à l'engagement des acteurs.

L'élaboration d'une vision stratégique suppose :

D'identifier les enjeux du territoire à l'aube de la transition écologique et de la cohésion territoriale transversaux et interdépendants, les forces et faiblesses, et de favoriser l'articulation entre les différentes dimensions qu'elles soient écologiques, économiques, sociales, culturelles, éducatives, relatives à la santé, etc. en favorisant les synergies et les complémentarités entre les territoires ;

De les décliner en axes et orientations stratégiques puis en plans d'actions.

Cette vision peut être élaborée suivant différentes méthodes en s'appuyant sur l'existant (PLUi, PLH, SCOT, SDAASAP, SRDEII, SRADDET...). Elle se construit et doit être partagée avec l'ensemble des acteurs territoriaux – acteurs socio-économiques, associations, habitants, collectivités territoriales, État, etc. Associer en amont les acteurs socio-économiques et les habitants, usagers du territoire, est un gage de partage de la vision stratégique et de l'émergence de porteurs de projets engagés.

La vision stratégique du territoire est évolutive ; elle prend en compte l'avancée du projet de territoire et les événements qui peuvent impacter le territoire.

Le partenariat construit autour de ce contrat, participe à fédérer les acteurs pour une vision globale du territoire et un développement concerté. Le projet «Vers un territoire équilibré et résilient» est défini à l'échelle d'un bassin de vie correspondant au périmètre du SCoT. Il vise à renforcer l'attractivité et la cohésion du territoire en capitalisant sur ses atouts endogènes et en répondant, de manière transversale et pragmatique, aux enjeux de la transition écologique et du développement économique.

L'objectif consiste ainsi à promouvoir un modèle de développement économique bâti sur de nouvelles pratiques, sur l'innovation, et garant d'un aménagement maîtrisé et attractif du territoire.

Il s'appuie sur le DOO du SCoT et intègre les orientations stratégiques du PCAET et du CTE.

Les axes et les orientations stratégiques sont partagés par chacun des 3 EPCI signataires afin de prendre en compte leurs projets de territoire respectifs.

Article 3 – Les axes et orientations stratégiques

Le présent contrat s'appuie sur le projet de territoire défini et partagé par les 3 EPCI regroupés au sein du SCoT. Il définit 3 enjeux prioritaires et 11 orientations stratégiques (OS) qui font elles-mêmes l'objet de déclinaisons thématiques (DT) ou opérationnelles (DO). Elles feront l'objet de fiches synthétiques. Les indicateurs par OS, DT ou DO sont répertoriés dans un tableau de synthèse en annexe.

Axe 1 : Conforter le développement et l'attractivité économiques au bénéfice de tout le bassin de vie

- OS 1 : Accompagner le développement économique, locomotive du bassin de vie

- DT [1.1] : Mettre en œuvre une stratégie foncière et immobilière d'optimisation
 - DO [1.1].1 : Densification, extension, création maîtrisées de zones d'activités
 - DO [1.1].2 : Qualification d'une offre foncière plus diffuse fléchée pour l'économie de proximité
 - DO [1.1].3 : Structuration d'une offre « Immobilier d'entreprises » : observatoire, aide à l'immobilier, portage
- DT [1.2] : Accompagner l'innovation, la coopération et l'attractivité économiques notamment dans le cadre de la démarche Territoires d'Industrie
 - DO [1.2].1 : Structuration de filières et pôles d'excellence rapprochant recherche, formation et entreprises
 - DO [1.2].2 : Renforcement des liens Enseignement Supérieur et entreprises (stages...)
 - DO [1.2].3 : Stratégie proactive de communication sur les pépites du territoire
 - DO [1.2].4 : Accompagnement et installation de porteurs de projets
- DT [1.3] : Poursuivre la transition vers une agriculture résiliente, vertueuse et en lien avec les consommateurs locaux
 - DO [1.3].1 : Projet alimentaire de territoire
 - DO [1.3].2 : Appui au déploiement de bonnes pratiques agricoles
 - DO [1.3].3 : Développement des filières à forte valeur ajoutée
- DT [1.4] : Soutenir la ligne aérienne Aurillac – Paris
 - DO [1.4].1 : Poursuite de la politique d'aménagement de la plateforme aéroportuaire

- **OS 2 : Renforcer le développement touristique du territoire en prenant appui sur son patrimoine architectural, sa nature préservée et ses événements notamment culturels**
 - DT [2.1] : Renforcer la qualification du patrimoine architectural
 - DO [2.1].1 : Obtention du label Pays d'Art et d'Histoire pour le territoire de la CABA
 - DO [2.1].2 : Création d'un Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine
 - DT [2.2] : Enrichir une offre de parcours d'intérêts à l'échelle du bassin de vie
 - DO [2.2].1 : Redimensionnement des circuits de randonnée d'intérêt communautaire et valorisation des activités de « pleine nature 4 saisons »,
 - DO [2.2].2 : Construction de nouveaux circuits thématiques à partir des points d'intérêts retenus dans le cadre des labels, « Pays d'Art et d'Histoire » et « Petites Cités de caractère »
 - DO [2.2].3 : Poursuite de la politique d'aménagements touristiques

- DO [2.2].4 : Maillage des événements culturels à l'échelle du territoire
- DO [2.2].5 : Structuration d'un pôle touristique, culturel et patrimonial sur Aurillac
- DT [2.3] Conforter la spécificité et la complémentarité des offres d'hébergement (Campings, gîtes, hôtels, chambres d'hôtes, Airbnb...)
- DT [2.4] Structurer la politique de promotion de l'offre touristique du territoire

Axe 2 : Consolider l'armature et l'équilibre durables du territoire

- **OS 3 : Développer et structurer les mobilités durables et multimodales**
 - DT [3.1] : Etudes de définition des stratégies de mobilités durables
 - DT [3.2] : Plans d'actions pour conforter les mobilités durables et leur continuité sur le territoire
- **OS 4 : Mutualiser et dynamiser les politiques en faveur de l'habitat**
 - DT [4.1] : Faciliter la rénovation de logements anciens et la requalification du bâti
 - DO [4.1].1 : Déploiement d'Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat
 - DT [4.2] : Lutter contre la précarité énergétique et améliorer la performance énergétique de l'Habitat
 - DO [4.1].2 : Appui à la mise en place et au déploiement du SPPEH sur le territoire
 - DT [4.3] : Accompagner le vieillissement de la population et les situations de handicap par une offre d'hébergement adaptée et accessible
- **OS 5 : Poursuivre le maillage du territoire en services et équipements**
 - DT [5.1] : Santé
 - DT [5.2] : Education, Enfance - Jeunesse
 - DT [5.3] : Sport, Culture et vie associative
 - DT [5.4] : Commerces de proximité
 - DT [5.5] : Maisons France Services
 - DT [5.6] : Cadre de vie – embellissement durable
 -
- **OS 6 : Renforcer les coopérations territoriales**

- DT [6.1] : Animation d'une stratégie de revitalisation et d'aménagement des polarités : « Action Cœur de Ville », « Petites villes de demain »
- DT [6.2] : Renforcement de l'appui en ingénierie aux communes, de l'entraide et de la mutualisation entre communes et entre EPCI
- **OS 7 : Prolonger les actions de développement des usages numériques**
 - DT [7.1] : Appui au déploiement des infrastructures très haut débit
 - DT [7.2] : Renforcement de l'offre en ligne aux administrés via un Data center local
 - DT [7.3] : Développement d'actions ciblées de médiation numérique
 - DT [7.4] : Continuité des Programmes « écoles numériques »

Axe 3 : Préserver et valoriser les ressources et les milieux naturels

- **OS 8 : Passer de la gestion traditionnelle des déchets à une économie circulaire à l'échelle du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie**
 - DT [8.1] : Mise en œuvre d'une dynamique territoriale de réemploi
 - DO [8.1].1 : Programme de requalification des déchetteries
 - DT [8.2] : Etude et mise en œuvre d'une tarification incitative associée à l'extension des consignes de tri
 - DT [8.3] : Recherche de solutions de valorisation locale des déchets
 - DO [8.3].1 : Etude de faisabilité d'une unité de valorisation énergétique des déchets, multi-filière
- **OS 9 : Réduire les consommations d'énergie et produire des ENR dans une approche territoriale**
 - DT [9.1] : Finalisation et mise en œuvre du programme d'actions attaché au PCAET
 - DT [9.2] : Développement des ENR : méthanisation, projets photovoltaïques (toitures et fermes solaires), ...
 - DT [9.3] : Plan de rénovation énergétique des bâtiments publics (PREB)
- **OS 10 : Pérenniser et accentuer les actions en faveur du grand cycle de l'eau**
 - DT [10.1] : Sécurisation de l'AEP
 - DT [10.2] : Optimisation du niveau de service dans le domaine de l'assainissement
 - DT [10.3] : Définition et mise en œuvre des plans d'actions attachés aux nouvelles compétences (GEMAPI, Eaux Pluviales urbaines, ...)
- **OS 11 : Créer une dynamique territoriale autour de l'éducation à l'environnement, du développement durable et de la biodiversité**
 - DT [11.1] : Création d'écoles du développement durable

Article 4 – Plan d’actions

Le plan d’action est la traduction et la déclinaison opérationnelle du projet du territoire par les collectivités et les acteurs territoriaux.

4.1 Intégration des contractualisations et programmes de l’Etat

Suite au travail de recensement des contractualisations existantes (cf. article 1.3), les parties ont décidé d’intégrer au CTRE le contrat de Transition Ecologique signé à l’échelle du SCOT BACC tel que prévue au 1.1.

Les projets qui bénéficient déjà d’engagements de l’État, sont repris en annexes 5, 6 et 7.

4.2. Validation des projets

Les projets pour lesquels une demande de financement est sollicitée, feront l’objet d’une analyse préalable à leur intégration au CRTE et tout particulièrement à leur inscription dans la convention financière annuelle. Il sera déterminé leur compatibilité avec les objectifs nationaux des CRTE en termes de transition écologique et de cohésion territoriale.

Cette 1ère étape de contractualisation n’inclut pas les projets, et ce même s’ils sont mentionnés dans une fiche action ou tout autre documents annexé au présent contrat.

Les projets accompagnés devront être économes en foncier et en ressources et améliorer l’état des milieux des naturels, afin de s’inscrire dans les engagements nationaux (stratégies bas-carbone et biodiversité) et régionaux (Stratégie Eau/Air/Sol).

Ils peuvent être de grande envergure, structurants pour le territoire, ou à plus petite échelle, mais toujours porteurs d’une plus-value sociale, économique, culturelle et environnementale forte, pour les habitants, les acteurs socio-économiques et les associations.

Les projets peuvent également poursuivre des objectifs de coopérations entre territoires : des projets peuvent être communs à deux CRTE avec deux participations financières.

Les engagements peuvent être de différentes natures, ils précisent :

- La maîtrise d’ouvrage du contrat et la désignation du pilote pour son élaboration, son suivi, sa mise en œuvre, la description des actions et des projets, les objectifs poursuivis et l’évaluation et les résultats spécifiques attendus au terme du contrat ;
- L’animation des acteurs du territoire, en travaillant étroitement avec les partenaires du contrat (collectivités, entreprises, Etat, établissements publics...) pour initier et catalyser la dynamique du territoire ;

- Les acteurs mobilisés et leur rôle qu'il s'agisse d'appui financier, administratif, technique ou en moyens humains ;
- Les crédits budgétaires, les financements déjà mobilisés notamment lorsqu'ils proviennent de financements de droit public ;
- La mise à disposition de moyens (humains, matériels, immobilier) ;
- L'ingénierie (conseils juridiques et techniques) ;
- Les indicateurs de suivi et de résultats, les évaluations ;
- L'échéancier (planning d'action, calendrier prévisionnel de réalisation) ;
- Les courriers de confirmation des acteurs pour leur implication (notamment financière) ;
- Les autorisations nécessaires aux actions et aux projets pour éviter celles et ceux qui auraient un impact négatif sur l'environnement ou pour les populations en conformité avec la réglementation en vigueur.

Les actions accompagnées au titre du présent CRTE restent soumises aux procédures administratives, et en particulier des autorisations nécessaires au projet.

Les enveloppes financières indiquées sont prévisionnelles et maximales. Elles s'inscrivent dans les règles d'utilisation en vigueur et dans la limite des montants annuels disponibles.

Les actions sont « à valider » quand elles sont portées, décrites, financées et évaluées et prêtes à démarrer.

L'inscription formelle des actions dans le CRTE est validée par les instances de gouvernance en s'appuyant sur l'expertise des services déconcentrés de l'Etat, des opérateurs et des services des collectivités territoriales concernées.

Le préfet peut saisir autant que de besoin la « Mission de coordination nationale des Contrats Territoriaux de Relance et de Transition Ecologique » (cf. article 6.3.) pour toute opération nécessitant un éclairage particulier.

Les projets prêts sont inscrits chaque année dans une convention de financement annuelle qui détaille la participation des différents partenaires.

4.3. Projets en maturation

Des projets, de niveaux de maturité différents seront listés dans le contrat. Les projets feront l'objet d'un travail spécifique de maturation afin d'être proposés à l'intégration du contrat, lors du comité de pilotage ultérieur à la signature, en fonction de leur compatibilité avec les objectifs du contrat, de leur faisabilité, de leur valeur d'exemple et de leur dimension collective ou de leur effet d'entraînement.

Ces évolutions seront examinées et validées par la gouvernance définie à l'article 8.

Des fiches-projets seront validées au fil de l'eau, en fonction de leur maturation, par le comité de pilotage, sans nécessité d'avenant.

4.4. Les projets de coopération inter-territoriale dans le périmètre du CRTE

Au sein du périmètre de CRTE, chaque territoire se construit par ses dynamiques internes et par ses interactions avec d'autres échelles et dynamiques territoriales qui participent également du projet de territoire. Ces relations peuvent se traduire par des projets communs, des partages d'expériences qui impactent positivement les territoires.

Les actions de coopération entre territoires permettent plus particulièrement de :

- Favoriser les synergies et complémentarité entre les territoires en assurant une cohérence des interventions (ex éviter le financement de projets similaires sur des territoires voisins qui pourraient se concurrencer) ;
- Encourager les solidarités entre les territoires les plus dynamiques et ceux en difficulté ;
- Renforcer les fonctions de centralité de certains territoires ;
- Répondre aux enjeux posés par les grands territoires communs (bassins d'emploi liés par des flux domicile-travail et des enjeux de logement ou de mobilité, espaces naturels et touristiques, écosystèmes d'acteurs de grands bassins industriels, qualité de l'air, changement climatique, etc.) ;
- Construire des filières pour rapprocher offre et demande (énergie, alimentation, etc.) ;
- Mutualiser des moyens (achats groupés, ingénierie, etc.).

Les mesures sont à définir localement. Différents types d'action sont envisageables : études, expérimentations, projets communs, mutualisation de ressources, actions d'information et d'animation sur certaines thématiques, concertation pour l'implantation de projets à fort rayonnement ou avec des impacts importants, participation réciproque à la gouvernance des contrats...

Ce volet dédié aux actions de coopération entre les territoires, dont le contenu est à définir localement, est à réfléchir dès la phase du projet de territoire puis tout au long de l'élaboration du contrat.

Les actions de coopération entre territoires, pressenties à ce stade relèvent :

- D'une coopération intercommunautaire (Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac, Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès, Communauté de Communes de la Châtaigneraie Cantalienne) :
 - Programme d'actions GEMAPI à l'échelle du Bassin Cère amont (3 EPCI)
 - Aménagement de voies douces et vertes (3 EPCI)
 - Projets E-services (3 EPCI)
 - Aménagement du Tour du lac de Saint-Etienne Cantalès (Caba et CC de la Châtaigneraie Cantalienne)

- D'un portage SCoT :
 - Etudes de définition des stratégies de mobilités durables
 - Etude de faisabilité d'une unité de valorisation énergétique des déchets ménagers
 - Animation du programme LEADER
 - Mise en œuvre d'une nouvelle OPAH
 - Elaboration d'un Contrat d'Objectif Territorial (COT)

Article 5 – Modalités d'accompagnement en ingénierie

Plusieurs partenaires sont susceptibles de proposer un soutien en ingénierie :

- les opérateurs (l'ANCT, Cerema, Ademe...),
- la Banque des territoires,
- les services déconcentrés de l'Etat,
- les collectivités territoriales,
- l'agence techniques départementales,
- le CAUE, le CPIE,
- les parcs régionaux...

Ce soutien pour les différentes phases du contrat (élaboration du projet de territoires, définition et mise en œuvre des projets, participation des habitants, suivi et évaluation du contrat) conviendra d'être précisé et rappelé dans le bilan du contrat.

L'activation de cet accompagnement doit s'effectuer selon les modalités de saisines propres à chaque organisme.

Ce soutien peut prendre d'autres formes partenariales comme le renfort en capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que des projets eux-mêmes, comme par exemple :

- Étudier les actions amorcées, nécessitant un approfondissement technique et financier afin de préciser les aides potentielles ;
- Partager les actions et les résultats relatifs aux contrats et partenariats en cours, déjà financés sur les autres territoires du CRTE ;
- Mettre en relation les relais et réseaux que ces partenaires financent et/ou animent avec les territoires engagés pour renforcer leur capacité d'action.

Les appuis en ingénierie mobilisés à ce stade ou prévus de l'être sont :

- Mission d'AMO pour l'étude de faisabilité d'une unité de valorisation énergétique des déchets ménagers

Article 6 - Engagements des partenaires

Les partenaires du CRTE s'engagent à assurer la réalisation des projets inscrits à ce contrat.

6.1. Dispositions générales concernant les financements

Les projets financés par l'Etat seront validés par leur inscription au sein de la convention financière annuelle. Tout projet non inscrit dans cette convention n'engage pas la participation de l'Etat.

Les financeurs s'efforcent d'instruire dans les meilleurs délais les demandes de financement qui leur sont soumises et à apporter leur appui pour contribuer à la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention.

Les financements inscrits dans les fiches sont des montants prévisionnels. Ils sont à mobiliser suivant les dispositifs et dispositions propres aux différents partenaires. Les éléments financiers qui y sont inscrits sont fondés sur une première analyse de l'éligibilité des actions proposées aux différentes sources de financement des partenaires mais ne valent pas accord final.

Les montants de prêt, d'avance ou de subvention, sont indicatifs, sous réserve de : disponibilité des crédits et du déroulement des procédures internes à chaque partenaire, de l'instruction des dossiers, des dispositifs en vigueur à la date du dépôt, de la validation par les instances décisionnaires du partenaire considéré. Les décisions font l'objet de conventions spécifiques établies entre le partenaire et le porteur de projet.

6.2. Le territoire signataire

En signant ce contrat de transition écologique, le territoire du SCoT du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie assume le rôle d'entraîneur et d'animateur de la relance et de la transition écologique de son territoire.

Le territoire signataire s'engage à désigner dans ses services un.e directeur.trice responsable du pilotage du CRTE et à affecter un.e chef.fe de projet, responsable d'animer l'élaboration et la mise en œuvre du contrat, ainsi que l'évaluation.

Il-elle pourra être assisté-e d'animateur. trice.s chargé.e.s de faciliter l'émergence de projets et d'accompagner les porteurs (associations, entreprises, communes...).

Si le contrat concerne plusieurs collectivités, celles-ci recherchent la coordination et l'animation à l'échelle de l'ensemble du territoire à travers la désignation d'un interlocuteur désigné.

Cet interlocuteur devra être précisé au cours du second semestre 2021.

Le territoire signataire s'engage à animer le travail en associant les acteurs du territoire et en travaillant étroitement avec les partenaires du contrat (collectivités, entreprises, Etat, établissements publics, habitants, associations...) afin d'initier et de catalyser la dynamique du territoire en faveur du projet de territoire.

Le partage des orientations et des projets qui découlent du projet de territoire détaillé dans le présent CRTE est organisé localement au moment jugé opportun par la collectivité signataire, en accord avec l'Etat. Ce moment de partage a pour objectif, avant et également après la signature du CRTE, d'enrichir le projet de territoire, de favoriser la mobilisation autour du CRTE et l'émergence d'éventuels porteurs de projets.

Le territoire signataire s'engage à mobiliser les moyens, tant humains que financiers, nécessaires au bon déroulement du CRTE, ainsi qu'à son évaluation. Le territoire signataire s'engage à la mise en œuvre des actions inscrites au CRTE, dont il est maître d'ouvrage.

6.3 L'État, les établissements et opérateurs publics

Conformément à la circulaire 6231/SG du 20 novembre 2020, l'Etat s'engage à travers ses services, services déconcentrés et établissements à accompagner l'élaboration et la mise en œuvre du CRTE, dans une posture de facilitation des projets.

L'appui de l'État porte en particulier sur l'apport d'expertises techniques et juridiques et la mobilisation coordonnée de ses dispositifs de financement au service des projets du CRTE.

L'État s'engage à optimiser les processus d'instruction administrative et à examiner les possibilités d'expérimentation de procédures nouvelles, ou de simplification de procédures existantes, sur la base de projets précis qui lui seraient présentés dans le cadre du CRTE.

L'État s'engage à étudier le possible cofinancement des actions inscrites dans le CRTE, qui seraient éligibles aux dotations et crédits de l'État disponibles.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui mobiliseront notamment des financements pour le montage des projets et les investissements. Ce soutien permettra de renforcer la capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que les projets eux-mêmes.

En particulier :

- L'ADEME peut apporter un appui à travers un contrat d'objectifs transversal sur la durée du contrat de transition écologique et intervenir en soutien de certaines opérations du CRTE ;
- La Caisse des dépôts peut mobiliser la Banque des territoires pour accompagner les acteurs locaux dans leurs projets de développement territorial - conseil et ingénierie, prêts, investissements en fonds propres, services bancaires, consignations et dépôts spécialisés ;
- Le Cerema peut apporter un appui en matière de définition des projets de territoires, des actions complexes (ex : réseaux), des indicateurs et d'évaluation.
- D'autres établissements publics ou opérateurs de l'État peuvent intervenir : l'Office français pour la biodiversité (OFB), l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), la Banque publique d'investissement (Bpifrance), l'Agence française de développement (AFD), etc.

Les contributions spécifiques des établissements publics et opérateurs sont portées en annexe.

6.4. Mobilisation des citoyens et des acteurs socio-économiques

Il s'agit de renforcer la cohésion territoriale et l'appartenance nécessaires à la dynamique de transformation du territoire en mobilisant, écoutant, faisant participer les habitants et les acteurs socio-économiques à la décision du cap collectif.

La dynamique d'animation du projet vise une communication et une sensibilisation en continu pour permettre aux acteurs et partenaires de s'associer aux actions de transformation ; une attention particulière sera portée à la facilitation de la mobilisation citoyenne en faveur du projet collectif.

Concrètement, la mobilisation des citoyens peut prendre deux types de formes :

- la participation des publics à l'élaboration de la décision publique d'une part,
- et les initiatives citoyennes prises et mises en œuvre par les citoyens eux-mêmes d'autre part.

Les entreprises, de par leur impact sur l'environnement et l'emploi, sont des acteurs indispensables au projet de développement écologique et économique du territoire ; leur collaboration peut permettre d'identifier de nouvelles synergies en particulier dans une logique d'économie circulaire.

6.5. Maquette financière

La maquette financière récapitule les engagements prévisionnels des signataires du contrat sur la période contractuelle, en précisant les montants :

- Des crédits du plan France relance ;

- Des crédits contractualisés (nouveaux engagements) ;
- Des crédits valorisés (rappels des engagements antérieurs et des dispositifs articulés non intégrés) ;
- Des actions financées par des conventions ad hoc avant la signature du CRTE ;
- L'engagement d'un comité des financeurs donnant sa validation des actions.

Les différents financeurs instruiront dans les meilleurs délais les demandes de participation, selon leurs modalités internes de validation pour les actions entrant dans leur champ de compétence.

Cette maquette pourra servir de base à la rédaction de la convention financière annuelle.

Article 7 – Gouvernance du CRTE

Les représentants de l'État et des collectivités territoriales porteuses mettent en place une gouvernance conjointe pour assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du CRTE.

Cette gouvernance s'articule, selon leurs domaines de compétences respectifs, avec le comité stratégique du plan de relance et le comité local de cohésion des territoires (CLCT). Le CLCT participe à la définition d'orientations stratégiques communes en matière d'ingénierie au profit des collectivités territoriales et de leurs groupements à l'échelle départementale.

Cette comitologie, par la dimension intégratrice des CRTE, a vocation à s'articuler voire intégrer les comitologies existantes, dans un souci d'efficacité et de cohérence.

7.1. Le comité de pilotage

Le comité de pilotage est coprésidé par le Préfet du département du Cantal ou son représentant et par les Présidents des EPCI du territoire du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie ou leurs représentants.

Il est composé de représentants de l'exécutif et des services des collectivités signataires, des services de l'Etat, de l'ADEME et de la Caisse des dépôts – Banque des territoires, ainsi que d'autres établissements publics et opérateurs mobilisés en appui du CRTE, et de représentants des collectivités départementales et régionales si elles sont cosignataires.

Il siègera au moins une fois par an pour :

- Valider l'évaluation annuelle du CRTE soumise par le comité technique, sur la base des indicateurs de suivi définis pour le CRTE ;
- Examiner l'avancement et la programmation des actions ;
- Étudier et arrêter les demandes d'évolution du CRTE en termes d'orientations et d'actions (inclusion, adaptation, abandon...), proposées par le comité technique ;
- Décider d'éventuelles mesures rectificatives.

7.2. Le comité technique

Le comité technique est coprésidé par les représentants de l'Etat et des trois EPCI du territoire signataire.

Il est chargé du suivi de l'avancement technique et financier du CRTE et de rendre compte au comité de pilotage dont il prépare les décisions.

Il est composé des différents services référents de l'Etat et des EPCI concernés.

Il associe l'ensemble des compétences et services nécessaires au suivi du CRTE : les DGS, les responsables de service, ainsi que les chargés de mission.

Il se réunira au moins deux fois par an pour :

- Veiller en détail au bon déroulement des actions prévues au contrat, vérifier l'avancement des dossiers, analyser les éventuelles situations de blocage pour proposer des mesures visant à permettre l'avancement des projets ;
- Établir et examiner le tableau de suivi de l'exécution du CRTE ;
- Mettre en place les outils d'évaluation et analyser les résultats des évaluations ;
- Étudier et valider les demandes d'adhésion à la charte partenariale d'engagement ;
- Étudier et statuer sur les évolutions des fiches orientations ;
- Étudier et statuer sur les évolutions et les propositions d'ajouts de fiches projets et fiches actions.

7.3. L'articulation avec les autres instances locales de suivi des projets

Le CRTE s'inscrit dans un contexte marqué par :

- La mise en œuvre territorialisée du plan de relance et son suivi dans les comités de pilotage et de suivi de la relance ;
- Le déploiement des comités locaux de cohésion territoriale qui suivent l'installation de l'agence nationale de cohésion des territoires.

Dans ce contexte, il appartient au préfet, délégué territorial de l'ANCT, de veiller à l'articulation et la cohérence entre les projets et actions portées par le CRTE, et les orientations fixées par le comité local de cohésion territoriale.

Le préfet organise, par ailleurs, la remontée d'informations au sujet des actions du CRTE financées par des crédits du plan de relance vers les comités régionaux de pilotage et de suivi de la relance.

Article 8 - Suivi et évaluation du CRTE

Un tableau de bord de suivi du CRTE est établi, régulièrement renseigné, décrivant l'avancement des orientations et actions (taux de réalisation, mobilisation des moyens et financement, indicateurs...). Il est tenu à jour sous la responsabilité d'un binôme désigné de représentants du territoire concerné et de l'État, membres du comité technique.

Il est examiné par le comité technique et présenté en synthèse au comité de pilotage.

D'autres tableaux de bord partagés, complémentaires, peuvent être établis, en fonction des besoins.

Le dispositif d'évaluation, articulé sur plusieurs niveaux (intégralité du CRTE, axes/orientations et projets) avec la définition des indicateurs et la désignation des acteurs en charge de son fonctionnement, fera l'objet de comptes rendus réguliers devant le comité technique, et une fois par an devant le comité de pilotage. Il s'intégrera au dispositif national d'évaluation de l'ensemble des CRTE.

Le CEREMA pourra apporter des conseils méthodologiques pour la définition des indicateurs et du dispositif d'évaluation du CRTE.

Article 9 - Résultats attendus du CRTE

Les résultats du CRTE seront suivis et évalués. Le ou les indicateurs à l'aune desquels ces résultats sont évalués seront choisis en cohérence avec l'objectif recherché lors de la mise en œuvre de l'action. L'évaluation est menée sur la base d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs, au regard des objectifs de la SNBC.

Les objectifs détaillés sont précisés dans chaque fiche-projet.

Les indicateurs de suivi sont précisés dans l'état des lieux écologique en annexe.

Si la liste d'actions arrêtée à la date de signature est complétée au cours de l'exécution du contrat par de nouvelles actions, ces dernières seront prises en compte dans l'évaluation finale du CRTE.

Article 10 – Entrée en vigueur et durée du CRTE

L'entrée en vigueur du CRTE est effective à la date de signature du présent contrat.

Le contrat court jusqu'à fin 2026.

Au terme du contrat, un bilan sera conduit pour en évaluer les résultats et les impacts.

Article 11 – Evolution et mise à jour du CRTE

Le CRTE est évolutif.

Le corps du CRTE et ses annexes peuvent être modifiés et/ou complétés par d'autres documents par avenant d'un commun accord entre toutes les parties signataires du CRTE et après avis du comité de pilotage.

C'est notamment le cas lors d'évolutions liées à son périmètre ou au nombre et types de projets ainsi qu'à la définition des indicateurs.

D'autre part, à compter de la signature du CRTE (V1), les collectivités s'engagent, avec l'appui des services de l'État, à consolider le présent document selon le planning prévisionnel suivant :

JUILLET A SEPTEMBRE 2021 :

- * Finalisation de l'état des lieux écologique (ELE) et détermination des principaux indicateurs;
- * Travail sur les fiches actions/ projets et les indicateurs concernés.
- * Analyse et priorisation des projets.
- * Travail sur l'information et la concertation.
- * Territoires CTE : Officialisation par le COPIL CTE du transfert de tout ou partie du CTE vers le CRTE.

OCTOBRE 2021 :

- * Un point sur ELE, indicateurs sera fait avec les services de l'Etat;
- * Une conférence des co-financeurs sera organisée sur la base des principaux projets identifiés par la collectivités (CR / CD / DREAL / ADEME / BDT / Ation Logement...)

NOVEMBRE 2021 :

- * Finalisation du CRTE V2.

DECEMBRE/IANVIER 2022 :

* Signature du CRTE V2 (Avenants ou autre forme).

Ces éléments sont formalisés plus précisément dans un planning-barre détaillé et annexé au présent contrat (annexe n°8).

Article 12 - Résiliation du CRTE




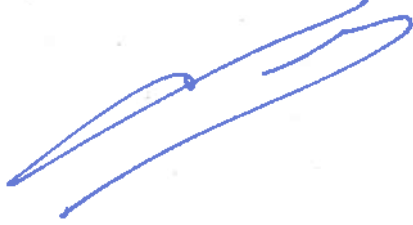
D'un commun accord entre les parties signataires du CRTE et après avis favorable du comité de pilotage, il peut être mis fin au présent contrat.

Article 13 – Traitement des litiges

Les éventuels litiges survenant dans l'application du présent contrat seront portés devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Signé à AURILLAC

le 23 juillet 2021

| | |
|---|--|
| <p>Le Préfet du CANTAL</p>  <p>Serge CASTEL</p> | <p>Le Président de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac et du Syndicat mixte du SCoT du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Chataigneraie ,</p>  <p>Pierre MATHONIER</p> |
| <p>La Présidente de la Communauté de communes de Cère et Goul en Carladès,</p>  <p>Dominique BRU</p> | <p>Le Président de la Communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne,</p>  <p>Michel TEYSSEDOU</p> |

Sommaire des annexes

Annexe 1 – Etat des lieux, diagnostic et indicateurs écologiques et de cohésion territoriale

Annexe 2 – Tableau des indicateurs par orientation stratégique et déclinaisons thématiques et opérationnelles

Annexe 3 – Délibération-s

Annexe 4 – Actions portées par le CTE sur le territoire BACC

Annexe 5 – Bilan contractualisations en cours :

Annexe 6 – Natura 2000

Annexe 7 – DETR en cours

Annexe 8 – Calendrier CRTE

L'inscription de projets communaux et/ou intercommunaux dans les documents en annexe au présent CRTE (y compris dans les délibérations communautaires) ne vaut pas engagement de l'Etat à leur financement. Il s'agit là de l'identification du potentiel vivier de projets existants sur le territoire concerné et qui pourront éventuellement intégrer le CRTE après analyse, vérification et validation conformément aux articles 4.2 et 4.3 du présent contrat et ce, dans un second temps, comme évoqué au planning détaillé à l'article 11 et en annexe.

Pour rappel, cette 1ère étape de contractualisation n'inclut pas les projets, et ce même s'ils sont mentionnés dans une fiche action annexée au présent contrat ou tout autre document en annexe.

Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Etat des lieux, diagnostic et indicateurs
écologiques et de cohésion territoriale

du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la
Châtaigneraie Cantalienne

Economie locale et consommation

- Forte polarisation de l'emploi à Aurillac
 - La CABA regroupe 77% des emplois du territoire
 - La Chataigneraie Cantalienne concentre 62% des emplois du secteur agricole du territoire du BACC
 - Présence de quelques gros employeurs privés sur le territoire : industries et commerces
- Tourisme
 - Environnement naturel remarquable : Puy Mary, Station du Lioran, lac de Saint Etienne Cantalès, ville d'Aurillac, Vallées de la Cère et de la Jordanne
 - Modes de déplacement doux : randonnées équestres et pédestres, véloroute, sentiers VTT...
- Déchets
 - Traitement des déchets : 4 GWh – 1 300 tonnes équivalents CO2
 - 552 kg de déchets / habitant
 - 43% des déchets sont enfouis et éliminés, 36% sont recyclés et 11% sont utilisés comme remblais
 - 7 déchetteries et 1 centre de tri

Economie locale et consommation

■ Diagnostic – enjeux – indicateurs

| Atouts | Faiblesses |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Contrat de Transition Ecologique - Initiatives à la consommation durable | <ul style="list-style-type: none"> - Centres-villes et centres-bourgs moins fréquentés |
| <p style="text-align: center;">Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réinvestissement local de la richesse et la création d'emplois non délocalisables - Economie recentrée sur des filières artisanes locales et des commerces de proximité - Redynamisation des centres-villes et centres-bourgs - Développement d'un écotourisme fondé sur la nature - Réindustrialisation et renforcement des démarches RSE - Maîtrise de l'évolution des coûts de traitement et de collecte des déchets | <p style="text-align: center;">Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - Perte de l'activité économique liée au tourisme de montagne l'hiver |
| ENJEUX | |
| <ul style="list-style-type: none"> - Encourager une consommation locale et responsable - Favoriser l'économie circulaire, les démarches de RSE et la relocalisation des productions - Mettre en oeuvre une utilisation économe du foncier | |
| INDICATEURS | |
| <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de bâtiments tertiaires rénovés - Nombre de bâtiments tertiaires ayant changé leur mode de chauffage | <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de zones d'activités engagées dans des démarches vertueuses - Quantité d'ordures ménagères par personne |

Agriculture et forêt

- Situation de l'agriculture
 - SAU : 110 847 ha en prairies permanentes et prairies temporaires
 - Agriculture centrée sur l'élevage extensif de bovins
 - 7% des emplois du territoire : 2 382 emplois

- Situation des forêts
 - 304 300 tonnes de CO2 stockées
 - Forêts diversifiées : feuillus, conifères, mélanges...
 - Potentiel de production de chaleur à partir de bois/énergie : 230 GWh/an

Agriculture et forêt

■ Diagnostic – enjeux - indicateurs

| | |
|--|--|
| <p>Atouts</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des prairies et une forêt qui séquestrent du carbone - Un mode d'élevage extensif - Une agriculture pastorale et des haies déjà présentes - Une surface exploitée en capacité de couvrir les besoins à l'année d'une agglomération de 300 00 habitants - Des zones naturelles préservées - Une production alimentaire de qualité | <p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> - Peu de diversité de la production agricole : essentiellement élevage bovins - Des pratiques à améliorer |
| <p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développement de nouveaux savoir-faire liés aux pratiques agricoles durables - Diversification : agro-tourisme, agro écologie, production d'énergie... - Augmentation de l'autonomie alimentaire du territoire - Des échanges entre les élevages et les cultures - Autonomie alimentaire des élevages | <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - Variations climatiques entraînant une baisse des rendements et notamment de la production laitière - Variations climatiques menaçant la survie des essences d'arbres - Artificialisation des terres agricoles ou naturelles - Concurrence entre l'eau pour les usages agricoles et l'eau potable - Concurrence sur l'usage du bois |
| <p>ENJEUX</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accompagner l'évolution des pratiques agricoles - Diversifier la production locale - Limiter l'artificialisation des terres agricoles ou naturelles - Développer de nouvelles filières économiques à partir de ressources du territoire (châtaignes, forêts...) | |
| <p>INDICATEURS</p> | |
| <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de plans alimentaires territoriaux - Nombre d'exploitations partenaires des PAT - Nombre d'emplois dans les filières à forte valeur ajoutée | <ul style="list-style-type: none"> - SAU sous démarche de labellisation environnementale - Part des produits locaux dans l'alimentation du territoire |

Mobilités et déplacements

- Le second poste de consommation d'énergie du territoire : les transports
 - Transport routier : 517 GWh soit 6,5 MWh/habitant
 - 86% des ménages équipés d'au moins une voiture, 39% en ont deux
 - Transports ferroviaires et aériens : 10 GWh (1%)
- Des flux pendulaires majeurs vers Aurillac
 - 45% des actifs travaillent dans leur commune de résidence
 - 80% des actifs de la CABA et 66% des actifs d'Aurillac se rendent au travail en voiture
 - Plus de 30 000 personnes à moins de 15 minutes en vélo d'Aurillac

Mobilités et déplacements

■ Diagnostic – enjeux - indicateurs

| Atouts | Faiblesses |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - Pôle d'emploi important sur Aurillac avec des déplacements pendulaires facilitant la mutualisation des trajets - Réseau de transports en commun - Des voies cyclables et un service de location de vélos - Plus de 40% des actifs travaillant dans leur commune - Des aires de covoiturage aménagées - 3 lignes ferroviaires | <ul style="list-style-type: none"> - Territoire très étendu rendant les trajets quotidiens longs pour certaines communes éloignées du pôle d'emploi - Territoire avec du relief : dépendance à la voiture accrue et développement des modes actifs moins facile - Trafic routier en augmentation particulièrement autour d'Aurillac - Territoire enclavé |
| Opportunités | Menaces |
| <ul style="list-style-type: none"> - Identification d'axes pour des trajets quotidiens - Désencombrement des routes - Diminution des temps de trajet - Diminution de la pollution atmosphérique - Mobilité douce pour les petits trajets | <ul style="list-style-type: none"> - Densification du trafic - Fermeture des lignes et des gares |

ENJEUX

- Diminuer les besoins de déplacement (télétravail, ...)
- Optimiser les transports autour du pôle d'Aurillac : transports en commun, intermodalité...
- Rendre les trajets intra-territoriaux plus propres
- Mutualiser les moyens de déplacements
- Développer des infrastructures pour les modes doux
- Renouveler le parc vers des véhicules à faible émission et faible consommation

INDICATEURS

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'utilisateurs des transports collectifs - Part modale des transports en commun - Offre de transports en km commerciaux parcoures - Emissions de GES des transports routiers | <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'aires de covoiturage et de places réservées - Part modale des mobilités actives - Nombre de vélos en libre service - Distance de voies cyclables sécurisées |
|--|---|

Bâtiments, Urbanisme et Habitat

- Situation du bâti sur le territoire
 - Prédominance des logements individuels
 - 68,2% des logements sont des maisons
 - 31,5% sont des appartements
 - 49 271 logements
 - 37 567 résidences principales (76,2%)
 - 6 449 résidences secondaires (13,1%)
 - 5 255 logements vacants (10,7%)
 - Logements sociaux : 3 428 (9,1% des logements du territoire)
-
- Consommation d'énergie du bâti : 58 % de la consommation d'énergie finale du territoire
 - 42% pour les logements
 - 16 % pour le tertiaire

Bâtiments, Urbanisme et Habitat

- Emissions de gaz à effet de serre du bâti : 21% des émissions totales du territoire
 - 15% pour les logements
 - 6% pour le tertiaire
- Rénovation thermique
 - Premier poste de consommation : le chauffage
 - 76% de logements construits avant 1990
 - Performance énergétique des logements sur le territoire : 174 kWh/m²
- Pollution de l'air : émissions du bâti sur le territoire
 - 76% du dioxyde de soufre
 - 15% dioxyde d'azote
 - 57% des PM10
 - 77% des PM2,5
 - 83% des émissions de composés organiques volatiles

Bâtiments, Urbanisme et Habitat

■ Diagnostic – enjeux - indicateurs

| Atouts | Faiblesses |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - Baisse de la consommation liée au chauffage - Utilisation de matériaux biosourcés - Construction de logements collectifs - Des OPAH menées par les intercommunalités - Des programmes de rénovation des bâtiments publics | <ul style="list-style-type: none"> - Ancienneté des logements : 76% de logements construits avant 1990 - Rythme de construction et artificialisation des sols - Majorité de maisons individuelles et taille des ménages en décroissance |

| Opportunités | Menaces |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Réduction de la facture énergétique - Anticipation des conséquences du dérèglement climatique | <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des risques naturels - Bâtiments récents non adaptés aux vagues de chaleur - Besoins en logements grandissants |

| ENJEUX | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - Limiter la pollution atmosphérique due aux logements - Rénover les logements - Lutter contre la précarité énergétique - Densifier l'aménagement de l'espace - Améliorer la performance énergétique du secteur tertiaire - Adapter les bâtiments aux conséquences du dérèglement climatique | |

| INDICATEURS | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de logements rénovés - Nombre de logements vacants réhabilités - Nombre d'OPAH | <ul style="list-style-type: none"> - Émissions de GES du secteur résidentiel - Consommation d'énergie du secteur résidentiel <small>page 34</small> - Nombre de chauffages convertis en mode décarboné |

Equipements et services

- Un pôle principal très structurant : Aurillac
 - Centre hospitalier, tribunal, services de l'Etat, services sociaux, musées...
- Une polarité intermédiaire : Mours
 - Collège, supermarché, banque, maison médicale...
- Des communes équipées pour subvenir aux besoins courants de leurs habitants
- Cinq bassins de santé de proximité : Saint-Mamet-la-Salvetat, Montsalvy, Laroquebrou, Mours et Vic-sur-Cère
- 99,6% des habitants du territoire couverts par le haut-débit

Equipements et services

■ Diagnostic – enjeux - indicateurs

| Atouts | Faiblesses |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none">- Une polarité majeure au rayonnement important- Un tissu rural dense- Le développement des commerces de proximité- La construction de maisons de santé- Un territoire bien couvert par le haut débit | <ul style="list-style-type: none">- Manque relatif de points d'appui intermédiaires- Accès aux équipements structurants moins aisé sur certaines marges du territoire- Certaines parties du territoire n'ont pas encore l'accès à la fibre |

ENJEUX

- Maintenir et développer la production d'équipements ou d'évènements culturels sur l'ensemble du territoire
- Encourager l'installation d'une offre complète de services facilitateurs
- Accompagner les projets en cours pour créer des pôles de santé
- Aménager des équipements stratégiques pour les territoires

INDICATEURS

- Nombre d'évènements culturels sur le territoire
- Nombre de maisons de santé
- Temps d'accès au panier courant de services
- Nombre de communes couvertes par la fibre
- Nombre d'installations numériques nouvelles
- Nombre de commerces de proximité par commune

Nouvelles énergies

- De multiples sources d'énergies renouvelables
 - 19% de l'énergie consommée sur le territoire (333 GWh)
 - Présence de parcs photovoltaïques, d'éoliennes sur le territoire
 - Hydroélectricité : 2 barrages et de multiples microcentrales
 - Potentiel de biomasse important
- Un territoire labellisé TEPOS

Nouvelles énergies

■ Diagnostic – enjeux – indicateurs

| | |
|--|---|
| <p>Atouts</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une production déjà développée sur le territoire - Un territoire avec des reliefs et des cours d'eau - Une labellisation TEPCV avec des actions menées - Objectif TEPOS - Des projets en cours : méthanisation, réseau de chaleur... - Potentiel géothermique sur le territoire pour les bâtiments - De grandes surfaces de toiture | <p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des contraintes architecturales pouvant limiter l'installation de panneaux photovoltaïques |
| <p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développement de filières économiques - Trouver un modèle de gouvernance de la production d'énergie | <p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gestion non durable des forêts et baisse de la séquestration de carbone - Concurrence sur l'utilisation des terres agricoles pour les énergies renouvelables - Concurrence sur l'usage du bois - Non-acceptation de la population sur certains types d'énergie |

ENJEUX

- Valorisation des potentiels du territoire
- Identification et assurance de débouchés locaux à la production d'ENR
- Adaptation des infrastructures au changement climatique
- Développement des nouvelles énergies

INDICATEURS

- Nombre de projets d'énergie renouvelable
- Production d'énergie photovoltaïque sur toiture
- Nombre de toitures photovoltaïques
- Production d'énergie photovoltaïque (fermes solaires)
- Nombre de méthaniseurs
- Énergie produite en méthanisation
- Production de bois-énergie renouvelable
- Nombre d'éoliennes installées
- Production d'énergie hydroélectrique

Ressources en Eau

- De nombreux cours d'eaux en bon état voire en très bon état (Cère, Authre, Célé...)
- 3 masses d'eaux souterraines principales en bon état
- 310 captages d'eau sur le territoire
- Gestion de l'AEP entre structures intercommunales et régies communales
- 100 stations de traitement des eaux usées (100 000 EH)
 - Assainissement collectif qui concerne 60 à 70% des communes hors CABA

Ressources en eau

■ Diagnostic – enjeux - indicateurs

| Atouts | Faiblesses |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - De nombreuses rivières et ruisseaux - Eau de bonne qualité - Bon état des masses d'eaux souterraines - Eau distribuée de bonne qualité - Présence de zones humides | <ul style="list-style-type: none"> - Un réseau de STEU vieillissant - Réseau de distribution d'eau potable sensible à l'étiage - Cours d'eau sensibles à l'étiage et aux assecs - Territoire à risque d'inondations |
| Opportunités | Menaces |
| <ul style="list-style-type: none"> - Modernisation du réseau de distribution d'eau potable - Modernisation du réseau de traitement de l'eau - Utilisation des zones humides comme soutien à l'étiage et régulateur des inondations - Amélioration de la qualité des cours d'eau | <ul style="list-style-type: none"> - Périodes d'étiages de plus en plus longues - Crues ou inondations plus fréquentes - Réseaux obsolètes et ne couvrant pas tous les besoins |
| ENJEUX | |
| <ul style="list-style-type: none"> - Modernisation des réseaux pour répondre aux besoins - Gestion des eaux pluviales notamment urbaines - Maintien de la bonne qualité des cours d'eau - Gestion durable des zones humides | |
| INDICATEURS | |
| <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de stations de traitement des eaux usées modernisées - Mètres linéaires de réseaux modernisés | <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de cours d'eau en bon état - Nombre de zones humides restaurées |

Tableau des indicateurs par orientation stratégique et déclinaisons thématiques et opérationnelles

| Axe 1-OS 1 : Accompagner le développement économique, locomotive du bassin de vie | | Indicateurs écologiques et de cohésion territoriale |
|---|--|--|
| DT [1.1] : Mettre en œuvre une stratégie foncière et immobilière d'optimisation | | |
| DO [1.1].1 : Densification, extension, création maîtrisées de zones d'activités | | - Evolution du rapport surface SHON/ surface totale cessible des ZA existantes - Nombre d'emplois et niveau des investissements / m ² cédés - Qualité environnementale des nouvelles za (espace vert, surfaces perméables, qualité architecturale) - Nombre de za engagées dans des démarches vertueuses |
| DO [1.1].2 : Qualification d'une offre foncière plus diffuse fléchée pour l'économie de proximité | | - surface aménagée pour faciliter l'installation/le développement d'entreprises de proximité |
| DO [1.1].3 : Structuration d'une offre « Immobilier d'entreprises » : observatoire, aide à l'immobilier, portage | | - nombre d'emplois créés / 1000 € de sub EPCI - Nombre de projets vertueux en termes de RSE soutenus |
| DT [1.2] : Accompagner l'innovation, la coopération et l'attractivité économiques notamment dans le cadre de la démarche Territoires d'Industrie | | |
| DO [1.2].1 : Structuration de filières et pôles d'excellence rapprochant recherche, formation et entreprises | | - Nombre de partenaires associés au pôle d'excellence - Nombre d'embauches dans les entreprises partenaires |
| DO [1.2].2 : Renforcement des liens Enseignement Supérieur et entreprises (stages...) | | - Nombre de stages proposés par les entreprises locales - Retombées presse et social média |
| DO [1.2].3 : Stratégie proactive de communication sur les pépites du territoire | | - Projets et évolution des effectifs salariés dans les entreprises pépites |
| DO [1.2].4 : Accompagnement et installation de porteurs de projets | | - Nombre de porteurs de projets accompagnés - Nombre de projets vertueux en termes de RSE |
| DT [1.3] : Poursuivre la transition vers une agriculture résiliente, vertueuse et en lien avec les consommateurs locaux | | |
| DO [1.3].1 : Projet alimentaire de territoire | | - Part des produits locaux dans l'alimentaire du territoire |
| DO [1.3].2 : Appui au déploiement de bonnes pratiques agricoles | | - Nombre d'exploitations partenaires du PAT - Evolution de la SAU sous démarche de labellisation environnementale |
| DO [1.3].3 : Développement des filières à forte valeur ajoutée | | - Nombre de producteurs, valeur de la production et nombres d'emplois créés dans ces filières, localisation des outils de transformation |
| DT [1.4] : Soutenir la ligne aérienne Aurillac – Paris | | |
| DO [1.4].1 : Poursuite de la politique d'investissement et d'aménagement de la plate-forme aéroportuaire | | - Nombre de passagers - ENR produites sur l'aéroport - Performance énergétique de l'aérogare - Qualité architecturale des nouveaux aménagements |

Tableau des indicateurs par orientation stratégique et déclinaisons thématiques et opérationnelles

| Axe 1-OS 2 : Renforcer le développement touristique du territoire en prenant appui sur son patrimoine architectural, sa nature préservée et ses événements notamment culturels | | Indicateurs écologiques et de cohésion territoriale |
|--|---|---|
| DT [2.1] : Renforcer la qualification du patrimoine architectural | | |
| DO [2.1].1 : | Obtention du label Pays d'Art et d'Histoire pour le territoire de la CABA | - Obtention du label |
| DO [2.1].2 : | Création d'un Centre d'interprétation de l'Architecture et du Patrimoine | - Mise en place du CIAP |
| DT [2.2] : Enrichir une offre de parcours d'intérêts à l'échelle du bassin de vie | | |
| DO [2.2].1 : | Redimensionnement des circuits de randonnée d'intérêt communautaire, et revalorisation des activités de pleine nature, | - Nombre de km balisés ou référencés - Nombre d'offres de pleine nature créées ou développées |
| DO [2.2].2 : | Construction de nouveaux circuits thématiques à partir des points d'intérêts retenus dans le cadre des labels, « Pays d'Art et d'Histoire » et « Petites Cités de caractère » | - Nombre de nouveaux circuits - Nombre d'équipements accessibles PMS |
| DO [2.2].3 : | Poursuite de la politique d'aménagements touristiques | - Nombre d'équipements encourageant les modes slow - Nombre d'événements culturels sur le territoire |
| DO [2.2].4 : | Maillage des événements culturels à l'échelle du territoire | - Empreinte écologique de ces événements - Performance énergétique et intégration de matériaux bio-sourcés des bâtiments - Végétalisation des espaces publics |
| DO [2.2].5 : | Structuration d'un pôle touristique, culturel et patrimonial sur Aurillac | - Evolution du nombre de nuités marchandes - Nombre de personnes accueillies et visites web |
| DT [2.3] Conforter la spécificité et la complémentarité des offres d'hébergement (Campings, gîtes, hôtels, chambres d'hôtes, Airbnb...) | | |
| DT [2.4] Structurer la politique de promotion de l'offre touristique du territoire | | |
| Axe 2-OS 3 : Développer et structurer les mobilités durables et multimodales | | |
| DT [3.1] : Etudes de définition des stratégies de mobilités durables | | |
| Indicateurs écologiques et de cohésion territoriale | | |
| - Réalisation des études | | |
| - Nombre d'utilisateurs des transports en commun | | |
| - Offre de transports en commun en km commerciaux parcourus | | |
| - Part de l'usage individuel de la voiture dans les déplacements domicile - travail | | |
| - Part des modes alternatifs (doux, actifs, transports en commun) | | |
| - Nombre de vélos en libre service | | |
| - Distance de voies cyclables sécurisées | | |
| - Nombre d'aires de covoiturage aménagées | | |
| - Nombre de e-véhicules de transport en commun | | |
| DT [3.2] : Plans d'actions pour conforter les mobilités durables et leur continuité sur le territoire | | |

Tableau des indicateurs par orientation stratégique et déclinaisons thématiques et opérationnelles

| Axe 2-OS 4 : Mutualiser et dynamiser les politiques en faveur de l'habitat | | Indicateurs écologiques et de cohésion territoriale |
|--|--|--|
| DT [4.2] : Faciliter la rénovation de logements anciens et la requalification du bâti | | <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'OPAH - Nombre de logements rénovés - Nombre de logements vacants rénovés - Emissions GES du secteur résidentiel |
| DO [4.1].1 : Déploiement d'opérations d'amélioration de l'habitat | | |
| DT [4.2] : Lutter contre la précarité énergétique et améliorer la performance énergétique de l'habitat | | |
| DO [4.1].2 : Appui à la mise en place et au déploiement du SPPEH sur le territoire | | <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de propriétaires sensibilisés à la rénovation énergétique - Nombre de chauffages convertis vers un mode décarbonné |
| DT [4.3] : Accompagner le vieillissement de la population et les situations de handicap par une offre d'hébergement adaptée et accessible | | <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de constructions exemplaires |
| Axe 2-OS 5 : Poursuivre le maillage du territoire en services et équipements | | Indicateurs écologiques et de cohésion territoriale |
| DT [5.1] : Santé | | <ul style="list-style-type: none"> - Evolution du temps d'accès au panier courant de services |
| DT [5.2] : Education, Enfance-Jeunesse | | <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de professionnels de santé installés |
| DT [5.3] : Sports et Culture | | <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de maisons de santé créées |
| DT [5.4] : Commerces de proximité | | <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de réalisations |
| DT [5.5] : Maisons France Services | | <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de commerces de proximité créés ou réhabilités |
| DT [5.6] : Cadre de vie - Embellissement durable | | <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de Maisons France Services - Nombre de partenaires et de personnes accompagnées - Nombre d'opérations de végétalisation d'espaces publics |
| Axe 2-OS 6 : Renforcer les coopérations territoriales | | Indicateurs écologiques et de cohésion territoriale |
| DT [6.1] : Animation d'une stratégie de revitalisation et d'aménagement des polarités : « Action Cœur de Ville », « Petites villes de demain » | | <ul style="list-style-type: none"> - ETP d'animation |
| DT [6.2] : Renforcement de l'appui en ingénierie aux communes, de l'entraide et de la mutualisation entre communes et entre EPCI | | <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'actions en coopération |
| Axe 2-OS 7 : Prolonger les actions de développement des usages numériques | | Indicateurs écologiques et de cohésion territoriale |
| DT [7.1] : Déploiement des infrastructures (FTTH,...) | | <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de communes couvertes par la fibre |
| DT [7.2] : Renforcement de l'offre en ligne aux administrés via un Data center local | | <ul style="list-style-type: none"> - Performance énergétique du data center |
| DT [7.3] : Développement d'actions ciblées de médiation numérique | | <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de personnes accompagnées |
| DT [7.4] : Continuité des Programmes « écoles numériques » | | <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'écoles équipées |

Tableau des indicateurs par orientation stratégique et déclinaisons thématiques et opérationnelles

| | |
|--|---|
| <p>Axe 3-05 8 : Passer de la gestion traditionnelle des déchets à une économie circulaire à l'échelle du bassin d'Aurillac, du Cartades et de la Châtaignerale</p> | <p>Indicateurs écologiques et de cohésion territoriale</p> |
| <p>DT [8.1] : Mise en œuvre d'une dynamique territoriale de réemploi</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Evolution du tonnage de déchets recyclés ou valorisés par filières - Nombre de déchetteries requalifiées |
| <p>DO [8.1.1] : Programme de requalification des déchetteries</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Volume OMI par ménage - Evolution du tonnage de déchets collectés |
| <p>DT [8.2] : Etude et mise en œuvre d'une tarification incitative associée à l'extension des consignes de tri</p> | |
| <p>DT [8.3] : Optimisation du traitement et de la valorisation locale des déchets</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation de l'étude |
| <p>DO [8.3.1] : Etude de faisabilité d'une solution locale de traitement et de valorisation multi-filière</p> | |
| <p>Axe 3-05 9 : Réduire les consommations d'énergie et produire des ENR dans une approche territoriale</p> | <p>Indicateurs écologiques et de cohésion territoriale</p> |
| <p>DT [9.1] : Finalisation et mise en œuvre du programme d'actions attaché au PCAET</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Evolution des émissions de GES - Nombre de projets ENR - Nombre de GWh issus des ENR - Production énergie photovoltaïque - Nombre de méthaneur et production - Production d'hydroélectricité |
| <p>DT [9.2] : Développement des ENR (méthanisation, projets photovoltaïques...)</p> | <ul style="list-style-type: none"> - surface bâtementaire rénovée, amélioration des performances énergétiques |
| <p>DT [9.3] : Plan de rénovation énergétique des bâtiments publics</p> | |
| <p>Axe 3-05 10 : Pérenniser et accentuer les actions en faveur du grand cycle de l'eau</p> | <p>Indicateurs écologiques et de cohésion territoriale</p> |
| <p>DT [10.1] : Sécurisation de l'AEP des communes</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Mètres linéaires de réseaux modernisés - Mise en œuvre du schéma directeur - Nombre de stations de traitement des eaux usées modernisées - Construction du plan d'actions |
| <p>DT [10.2] : Optimisation du niveau de service dans le domaine de l'assainissement</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'opérations engagées - Nombre de cours d'eau en bon état - Nombre de zones humides restaurées |
| <p>DT [10.3] : Définition et mise en œuvre des plans d'actions attachés aux nouvelles compétences en ce domaine [GEMAPI, Eaux Pluviales urbaines, ...]</p> | |
| <p>Axe 3-05 11 : Créer une dynamique territoriale autour de l'éducation à l'environnement, du développement durable et de la biodiversité</p> | <p>Indicateurs écologiques et de cohésion territoriale</p> |
| <p>DT [11.1] : Création d'Ecoles du développement durable</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'opérations de sensibilisation à l'environnement développées dans les écoles |

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Le Conseil Communautaire, convoqué le 18 juin 2021, s'est réuni à la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac le **24 juin 2021** à 20h30 sous la présidence de Monsieur Pierre MATHONIER.

Nombre de conseillers : 68

Nombre de conseillers en exercice : 68

Nombre de conseillers présents à la séance : 52

Nombre de conseillers représentés : 12

Nombre de conseillers absents à la séance : 4

Nombre de conseillers suppléés : /

ETAIENT PRÉSENTS :

Pierre MATHONIER, Christian POULHES, Magali MAUREL, Stéphane FRECHOU, Bernadette GINEZ, Jean-Luc LENTIER, Isabelle LANTUEJOUL, Gérard PRADAL, Angélique MARTINS, Sébastien PRAT, Alain COUDON, Maryline MONTEILLET, Charly DELAMAIDE, Ginette APCHIN, Michel BAISSAC, Jean-François BARRIER, Yvette BASTID, Elisa BASTIDE, Patricia BENITO, Bernard BERTHELIER, Hubert BONHOMMET, Vanessa BONNEFOY, Elise BRUGIERE, Christelle CHASTEL, Michel COSNIER, Philippe COUDERC, Thierry CRUEGHE, Géraud DELPUECH, Jean-Luc DONEYS, Louis ESTEVES, Philippe FABRE, Jean-Michel FAUBLADIER, Daniel FLORY, Christian FRICOT, Cécile GANE, Mireille LABORIE, Sylvie LACHAIZE, Evelyne LADRAS, Dominique LAVIGNE, David LOPEZ, Philippe MARIOU, Chloé MOLES, Maxime MURATET, Jean-Louis PRAX, Jean-François RODIER, Stéphane SAUTAREL, Guy SENAUD, Nicole SOULENQ-COUSSAIN, Frédéric SERAGER, Jean-Luc TOURLAN, Julien VIDALINC, Véronique VISY

ETAIENT REPRESENTE(E)S :

Nathalie GARDES (représentée par Guy SENAUD), Catherine AMALRIC (représentée par Géraud DELPUECH), Nadine BRUEL (représentée par Dominique LAVIGNE), Aurélie DEMOULIN (représentée par Sébastien PRAT), Claudine FLEY (représentée par Vanessa BONNEFOY), Jacqueline MARTINEZ-SEVERAC (représentée par Charly DELAMAIDE), Philippe MAURS (représenté par Michel COSNIER), Jean-Antoine MOINS (représenté par Stéphane SAUTAREL), Christophe PESTRINAUX (représenté par Alain COUDON), Jean-Pierre PICARD (représenté par Ginette APCHIN), Valérie RUEDA (représentée par Pierre MATHONIER), Jean-Louis VIDAL (représenté par Thierry CRUEGHE)

ETAIENT ABSENT(E)S :

Yves ALEXANDRE, Dominique FABREGUES, Frédéric GODBARGE, Philippe SENAUD

Madame Elisa BASTIDE a été élue secrétaire de séance.

N° DEL_2021_101 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR / CONTRAT DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE DU BASSIN D'AURILLAC, DU CARLADÈS ET DE LA CHÂTAIGNERAIE CANTALIENNE

Rapporteur : Monsieur Christian POULHES

Par circulaire du Premier Ministre du 20 septembre 2020, le Gouvernement a présenté le nouveau dispositif de contractualisation financière proposé aux Collectivités - territoires ruraux, urbains, métropolitains - sur la période 2021-2026 : le Contrat de Relance et de Transition Écologique (CRTE).

Dans le prolongement de l'accord de partenariat, signé le 28 septembre 2020 avec les Régions, qui se traduira dans les Contrats de Plan État Région (CPER) et dans les programmes opérationnels européens, ce dispositif vise à accélérer la relance et à accompagner la transition écologique et la cohésion territoriale dans les territoires à travers des financements dédiés de l'État mais aussi de ses établissements publics nationaux (ADEME, Agence de l'Eau Adour-Garonne...) ou des soutiens en matière d'ingénierie (ANCT...).

Le CRTE a ainsi vocation à :

- traiter l'ensemble des enjeux de territoire, dans une approche transversale et cohérente ;
- soutenir les projets économes en foncier et ressources, et permettant d'améliorer l'état des milieux naturels.

Conformément au cadre proposé par Monsieur le Préfet du Cantal, et en cohérence avec l'ambition commune des 3 EPCI du grand Sud Ouest cantalien - CABA, Communautés de Communes de Cère et Goul en Carladès et de la Châtaigneraie Cantalienne -, le cadre stratégique de ce contrat a été élaboré à l'échelle du périmètre du SCoT.

Il s'appuie sur 3 axes correspondant aux enjeux de ce territoire et repose sur 11 orientations stratégiques :

Axe 1 : Conforter le développement et l'attractivité économiques au bénéfice de tout le bassin de vie

- OS1 : Accompagner le développement économique, locomotive du bassin de vie
- OS2 : Renforcer le développement touristique du territoire en prenant appui sur la qualité de son patrimoine, de sa culture, sa nature préservée et sur le rayonnement de ses événements

Axe 2 : Consolider l'armature et l'équilibre durables du territoire

- OS3 : Développer, structurer les mobilités durables
- OS4 : Mutualiser et dynamiser les politiques en faveur de l'habitat
- OS5 : Poursuivre le maillage du territoire en services et équipements
- OS6 : Renforcer les coopérations aux échelles adaptées
- OS7 : Prolonger les actions de développement des usages numériques

Axe 3 : Préserver et valoriser les ressources et milieux naturels

- OS8 : Passer de la gestion traditionnelle des déchets à une économie circulaire à l'échelle du bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie
- OS9 : Réduire les consommations d'énergie et produire des ENR dans une approche territoriale
- OS10 : Pérenniser et accentuer les actions en faveur du grand cycle de l'eau
- OS11 : Créer une dynamique territoriale autour de l'éducation à l'environnement, du développement durable et de la biodiversité

Ces 11 orientations stratégiques sont elles-même déclinées en priorités thématiques et opérationnelles dans le cadre desquelles s'inscrivent les projets développés par les différentes collectivités : communes, intercommunalités, Syndicat Mixte du SCoT.

Les éléments présentés en annexe constituent les documents-cadres du Contrat de Relance et de Transition Écologique dont la signature est prévue en juillet 2021. Ils comprennent :

- la présentation globale du territoire ;
- l'état des lieux, le diagnostic et les indicateurs écologiques et de cohésion territoriale du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie Cantalienne ;
- la stratégie territoriale et le tableau des indicateurs pour chacune de ses déclinaisons thématiques ou opérationnelles pour ce même périmètre ;
- le tableau récapitulatif des projets structurants identifiés sur le territoire de la CABA, qu'ils relèvent d'une maîtrise d'ouvrage de la CABA ou de ses différentes communes, étant précisé que, parmi eux, les projets matures font l'objet d'une fiche détaillée transmise à l'État dans la perspective de l'établissement de la première convention annuelle concernant l'année 2021.

Ce contrat sera complété par des conventions financières annuelles qui permettront de définir le niveau de soutien proposé par l'État sur les projets qu'il aura retenus. Son contenu pourra également être adapté par avenant de sorte que le recensement des projets

n'a à ce stade qu'une valeur indicative et non contractuelle.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver les documents-cadres constitutifs du Contrat de Relance et de Transition Écologique 2021-2026 du territoire du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie Cantalienne, tels que joints en annexes ;

- d'autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac à signer le contrat sur la base desdits documents-cadres ;

- de déléguer au Bureau Communautaire l'approbation des conventions financières annuelles, les décisions de Bureau afférentes devant faire l'objet d'un récapitulatif détaillé lors de la plus proche séance du Conseil Communautaire.

Au registre sont les signatures,
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

Pierre MATHONIER.

Séance du 26 mai 2021

Date de la convocation: 18.05.2021

L'an deux mille vingt et un, le Conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Salle polyvalente de CASSANIOUZE, sous la présidence de Michel TEYSSEDOU.

Membres en exercice : 69 Présents : 50 Votants : 60
Pour : 60 Contre : 0 Abstentions : 0

Présents : Arlette GASQUET, Michel CABANES, Dominique BEAUDREY, François DANEMANS, Michel CASTANIER, Lionel CESANO, Claude PRAT, Christian GUY, Claude DELMAS, André VAURS, Clément ROUET, Jean-Louis PRESQUET, Colette FROMENT, Pascal MALVEZIN, Anne PLANTECOSTE, Christian MONTIN, Florian MORELLE, Michel GOUTEL, Gilles PICARROUGNE, Patrice LAVERGNE, Isabelle LEMAIRE, Alain RICHARD, Gérard TROUPEL, René BURLE, Michel TEYSSEDOU, Frédéric LIMOUSIN, Antoine GIMENEZ, Nathalie SALLARD, Alain SERIES, Jacqueline CABANNES, Cécile HOCHART, Christian LACARRIERE, Denis VILYRES, Serge FONTANEL, François BARRIERE, Patrick GIRAUD, Michel FEL, Denis SABOT, Michel CANCHES, Cédric FAURE, Eric FEVRIER, Jacqueline GALLAC, Jean-Pascal PERIER, Guy MESPOULHES, Geneviève MARQUET, Jean-Louis RECOUSSINES, Vincent DESCOEUR, Catherine FIALON, Michel TEYSSOU, Pierre ROUQUIER

Pouvoirs : AUDISSERGUES Pierre par MALVEZIN Pascal, FEL Claudine par GOUTEL Michel, FORESTIER GRAMOND Audrey par LAVERGNE Patrice, LAVAÏSSIÈRE Marthe par DANEMANS François, ERNEST David par LIMOUSIN Frédéric, MÉRAL Géraud par MORELLE Florian, CHARRIERE Frédéric par HOCHART Cécile, VEYRINES Michel par CABANNES Jacqueline, LABRUNIE François par FEL Michel, BOUQUIER Marie-Paule par TEYSSEDOU Michel

Excusés :

Laurent PICARROUGNE, Gilbert DOMERGUE, André GASTON, Claude ROBERT, Alain ESPALIEU, Jean-Luc BROUSSAI, Roger CONDAMINE, Sonia LARDIE, Léon PERIER, Jonathan LAPORTE

Secrétaire de séance : Clément ROUET

Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie cantalienne - DE 2021 123

Vu la circulaire n°6231/SG du 20 novembre 2020 portant élaboration des contrats territoriaux de relance et de transition écologique ;

Considérant le SCoT du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie cantalienne ;

Considérant le Contrat de Transition Ecologique du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie cantalienne ;

Considérant l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie cantalienne ;

Monsieur le président expose que les Contrats de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) s'inscrivent dans le prolongement des Contrats de Plan Etat-Région (CPER), l'objectif du Gouvernement consistant à accompagner la réalisation des projets de territoires des collectivités, de manière transversale, pour répondre aux enjeux de la transition écologique, de la relance économique et de la cohésion territoriale. Ces contrats ont vocation à couvrir la durée du mandat municipal 2020-2026 en regroupant l'ensemble des démarches contractuelles et autres dispositifs spécifiques, en formalisant l'ensemble des concours financiers de l'Etat et des autres partenaires.

Monsieur le Président rappelle qu'un CRTE est en cours d'élaboration sur le périmètre SCoT et qu'il reprend les orientations stratégiques du Contrat de Transition Ecologique. Le CRTE est bâti autour de 3 axes partagés par les 3 EPCI du SCoT :

1- Renforcer l'armature territoriale
2- Développer l'activité économique du territoire
3- Préserver les ressources et les milieux

Date de l'adoption : 26.05.2021
015 200066570-20210526-DE-2021-123-DE

Il est précisé que chacun de ces axes se décline en fiches actions. Les fiches actions intègrent ensuite différentes fiches projets qui répondent aux enjeux du projet de territoire et sont réalisées sous maîtrise d'ouvrage du SCoT, des EPCI ou des communes. En fonction de leur niveau de maturité, les fiches projets pourront être inscrites au contrat dès sa signature ou, par la suite, dans le cadre d'avenants. C'est donc un contrat évolutif et intégrateur, qui insérera les dispositifs à venir de l'Etat. Il s'appuie sur un diagnostic environnemental et comprend un ensemble de critères qui permettront d'évaluer les actions mises en œuvre au vu des objectifs affichés. Le CRTE comporte également un volet concertation.

Monsieur le Président rappelle que l'élaboration du CRTE s'inscrit dans la continuité des démarches de partenariat et de mutualisation ainsi que des démarches de contractualisation et de planification engagées par les 3 EPCI à l'échelle du SCoT. Dans un objectif de cohérence et d'efficacité, le SCoT est ainsi appelé à porter le PCAET, le CTE, le CRTE comme la candidature du territoire au prochain programme LEADER.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **AUTORISE** la signature du Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie cantalienne ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à la signature et à la mise en œuvre du Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie cantalienne.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre suivent les signatures des membres présents.
Pour copie certifiée conforme.
Saint-Mamet la Salvétat, le 27 mai 2021

Le Président,
Michel TEYSSEDOU



La présente délibération peut être contestée devant la juridiction administrative, précisément en l'et ressort devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et de sa publicité.

AURILLAC
Date de réception de l'AR: 31/05/2021
01E 200066678-20210526-DE 2021 123-DE

COMMUNAUTE DE COMMUNES CERE ET GOUL EN CARLADES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
COMMUNAUTAIRE DU 19 juillet 2021 - N° 088- 2021**

Date de convocation : Le 19 juillet 2021 à 20h, les membres de la Communauté de Communes se sont réunis à la Salle des Fêtes de Pailherols
12 juillet 2021

Date d'affichage : 12 juillet 2021
Etaients présents : Antoine GRICHOIS, Jean Baptiste BRUNHES représenté par Nathalie GLADINE, Philippe JAQUET, Claude PRUNET, André BONHOMME, Josette VARET a donné pouvoir a Denis ARNAL, Denis ARNAL, Alain FALIERES, Philippe MATIERE, Jean Baptiste AMILHAUD, Linda BENARD, Philippe MOURGUES, André ROUCHY a donné pouvoir a Philippe MOURGUES, Patrick LOLIVE a donné pouvoir à Philippe MOURGUES, Dominique BRU, Annie DELRIEU a donné pouvoir à Philippe LETANG, Katia FRANCOIS, Didier IRLANDE, Philippe LETANG, Philippe LE REVEREND, Michel LHUILLERY a donné pouvoir à Didier IRLANDE, Isabelle MELLIN a donné pouvoir à Katia FRANCOIS, Christelle BOUTET a donné pouvoir à Katia FRANCOIS

Nombre de délégués :
En exercice : 26
Présents : 23
Votants : 23

Pour : 23
Contre : 0
Abstentions : 0

Excusés : Marie Noëlle MOULIER, Evelyne DELANOUE.
Absent : Michel BESOMBES

Monsieur Antoine GRICHOIS a été nommé secrétaire de séance

Code Nomenclature : 7.5

OBJET : Signature du contrat de relance et de transition écologique CRTE SCOT BACC

Le Conseil communautaire,

Considérant que pour accompagner dès maintenant la relance dans les territoires, le gouvernement propose aux intercommunalités et à leurs groupements de signer un nouveau type de contrat : les « contrats de relance et de transition écologique » (CRTE).

Considérant la circulaire du 20 novembre 2020, complétée de la circulaire de la ministre de la transition écologique du 8 janvier 2021, qui pose un cadre général pour l'évaluation de la contribution des CRTE à la transition écologique, au regard des principaux engagements nationaux en matière de transition écologique, auxquels les CRTE doivent se conformer (SNBC, SNB, objectif zéro artificialisation nette, etc.).

Que conclus pour la durée du mandat municipal de 2020-2026, ils visent au-delà de la durée du plan de relance à fédérer les acteurs publics, socio-économiques et les citoyens autour d'un projet de territoire partagé en faveur de la transition écologique, de la cohésion territoriale (en relais des contrats de ruralité échus fin 2020) et d'une approche transversale des politiques publiques sur ces thèmes. Par ailleurs, les CRTE entendent regrouper les dispositifs existants dans un contrat unique pour simplifier l'accès aux différentes aides déployées par l'Etat en particulier dans le champ de la cohésion territoriale (Fond National d'Aménagement et de Développement du territoire - FNADT, Dotation à l'investissement Local - DSIL, Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux - DETR...).

Considérant que par principe les CTE doivent être repris dans les CRTE pour leur contribution à la transition écologique, et que ce transfert doit être préférentiellement acté par la gouvernance du CTE avant la signature du CRTE.

Considérant que les préfets sont chargés de conduire l'élaboration de ces nouveaux contrats qui

devront être signés avec les collectivités d'ici la fin juillet 2021, et que le CRTE peut être amendé en continu pour intégrer de nouveaux projets, éléments de connaissance et tenir compte d'événements survenant sur le territoire.

Que le territoire SCOT BACC a été retenu comme périmètre pertinent pour la signature d'un CRTE.

Considérant que les modalités du contrat à élaborer à l'échéance de juillet 2021 entre l'Etat et le territoire du SCOT : Chataigneraie, Carladès, CABA, peuvent être définis sur la base d'un projet de territoire, des plans climat air énergie (PCAET) et des documents d'urbanisme (PAUD notamment). Le CRTE comporte en priorité un plan d'actions composé des projets les plus matures pouvant être réalisés d'ici 2022 et répondant en particulier aux orientations du plan de relance. A ce stade les plans de financements doivent être définis.

Considérant que d'ores et déjà, plusieurs projets sont identifiés comme pouvant s'inscrire pleinement dans les orientations mentionnées ci-dessus : voir annexe jointe à la présente délibération faisant état des projets susceptibles d'évoluer, ce tableau pouvant être amendé au cours du CRTE.

Où l'exposé de la Présidente.

- Valider le principe de signature d'un CRTE entre l'Etat et la collectivité
- Compléter le CRTE avec les éléments manquants d'ici juin 2022 (*état des lieux écologiques, actions, gouvernance, concertation, évaluation – définition d'indicateurs, approbation de l'intégration de l'ensemble du/des CTE par la gouvernance du CTE...*)
- Autoriser Madame la Présidente à signer ce CRTE, ainsi que tout document afférant à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.

Fait à Vic-sur-Cère, le 20/07/2021
La Présidente, Dominique BRU

Certifié exécutoire. Transmis en Préfecture.
Publiée et notifiée le 20.07.2021



CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE

Territoire de : Cère et Goul en CARLADES

Tableau récapitulatif des projets

| Localisation | Maître d'ouvrage | Description | Nature | | Partenaires financiers / disponibilité / participation | | | | | | | | | | Planification | | | |
|--------------|------------------|---|-----------------|-----------|--|-----------------------------|----------------------------|------|----------|-------|---------------|-------------------------|-------|------------------------------------|---------------|-------------|------------------------------|--|
| | | | SOE / Régionale | Favorable | Objectif sur l'équipement | Dotations sur le territoire | Estimation Financement TIC | Etat | Finances | CD 15 | Aides Locales | Équipement Opérationnel | Aides | Programmes (ACV / PAC / CTE / ...) | Date de début | Date de fin | Observations complémentaires | |
| Vic sur Cère | EPCI | Équipement des services communaux - Bâtiment de bureaux | X | X | 0 | 1 | 20000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Vic sur Cère | EPCI | Équipement des services communaux - Bâtiment de bureaux | X | X | 0 | 2 | 30000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Vic sur Cère | EPCI | Aménagement du Tiers lieux Fabriques de Ternoire | X | X | 0 | 2 | 60000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Vic sur Cère | EPCI | Aménagement du Tiers lieux Fabriques de Ternoire | X | X | 0 | 2 | 50000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Vic sur Cère | EPCI | Installation d'une scierie de Tiers lieux agricoles à Ternoire | X | X | 0 | 2 | 25000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Vic sur Cère | Commune | Installation d'une scierie de Tiers lieux agricoles à Ternoire | X | X | 0 | 1 | 25000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Vic sur Cère | Commune | Installation d'une scierie de Tiers lieux agricoles à Ternoire | X | X | 0 | 1 | 15000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Industrie | Commune | Installation d'une scierie de Tiers lieux agricoles à Ternoire | X | X | 0 | 1 | 50000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Industrie | Commune | Installation d'une scierie de Tiers lieux agricoles à Ternoire | X | X | 0 | 1 | 40000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Vic sur Cère | Commune | Installation de panneaux photovoltaïques sans système de autoconsommation | X | X | 0 | 1 | 8000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Vic sur Cère | Commune | Installation de panneaux photovoltaïques sans système de autoconsommation | X | X | 0 | 1 | 20000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Vic sur Cère | Commune | Installation de panneaux photovoltaïques sans système de autoconsommation | X | X | 0 | 1 | 14000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Cère et Goul | EPCI | Création de locaux pour le service de l'eau et l'assainissement | X | X | 0 | 1 | 100000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Cère et Goul | EPCI | Création de locaux pour le service de l'eau et l'assainissement | X | X | 0 | 1 | 100000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Cère et Goul | EPCI | Amélioration des services de l'eau potable | X | X | 0 | 1 | 100000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Cère et Goul | EPCI | Amélioration des services de l'eau potable | X | X | 0 | 1 | 100000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Cère et Goul | EPCI | Amélioration des services de l'eau potable | X | X | 0 | 1 | 100000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Vic sur Cère | Commune | Extension des services de l'eau potable | X | X | 0 | 1 | 45000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Vic sur Cère | Commune | Extension des services de l'eau potable | X | X | 0 | 1 | 40000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Peumayou | Commune | Mise en service de locaux pour le service de l'eau | X | X | 0 | 1 | 40000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Peumayou | Commune | Mise en service de locaux pour le service de l'eau | X | X | 0 | 1 | 50000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Vic sur Cère | Commune | Modernisation de l'assainissement | X | X | 0 | 1 | 40000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Vic sur Cère | Commune | Modernisation de l'assainissement | X | X | 0 | 1 | 120000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Vic sur Cère | Commune | Modernisation de l'assainissement | X | X | 0 | 1 | 30000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Vic sur Cère | Commune | Modernisation de l'assainissement | X | X | 0 | 1 | 30000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Vic sur Cère | Commune | Modernisation de l'assainissement | X | X | 0 | 1 | 40000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Trézac | Commune | Création d'un réseau de l'eau potable | X | X | 0 | 1 | 200000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Peumayou | Commune | Création d'un réseau de l'eau potable | X | X | 0 | 1 | 30000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Badilsacq | Commune | Création d'un réseau de l'eau potable | X | X | 0 | 1 | 100000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Cère et Goul | EPCI | Création d'un réseau de l'eau potable | X | X | 0 | 1 | 40000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |
| Vic sur Cère | Commune | Création d'un réseau de l'eau potable | X | X | 0 | 1 | 100000 | | | | | | | | | 2021 | 2022 | |

Accusé de réception en préfecture
015-241501069-20210719-006-2021-D6
Date de télétransmission : 20/07/2021
Date de réception en préfecture : 20/07/2021

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20210719-088-2021-DE
Date de télétransmission : 20/07/2021
Date de réception préfecture : 20/07/2021

Accusé de réception en préfecture
015-241501089-20210719-086-2021-DE
Date de télétransmission : 20/07/2021
Date de réception préfecture : 20/07/2021

Accusé de réception
015-241501089
Date de réception
02/07/2023

| Commune | Intitulé de l'opération | Montant (MAD) | Année | Statut | Observations |
|----------------------|---|---------------|-------|--------|--------------|
| Commune de Raouhalac | Installation d'un nouveau matériel informatique | 120000 | 2023 | A | |
| Commune de Raouhalac | Entretien des locaux communaux | 87297,4 | 2023 | A | |
| Commune de Raouhalac | Entretien des locaux communaux | 1523800 | 2023 | A | |
| Commune de Raouhalac | Entretien des locaux communaux | 57356 | 2021 | A | |
| Commune de Raouhalac | Entretien des locaux communaux | 100000 | 2023 | A | |
| Commune de Raouhalac | Entretien des locaux communaux | 150000 | 2023 | A | |
| Commune de Raouhalac | Entretien des locaux communaux | 14752,27 | 2021 | A | |
| Commune de Raouhalac | Entretien des locaux communaux | 18000 | 2021 | A | |
| Commune de Raouhalac | Entretien des locaux communaux | 40000 | 2021 | A | |
| Commune de Raouhalac | Entretien des locaux communaux | 48000 | 2021 | A | |
| Commune de Raouhalac | Entretien des locaux communaux | 67521,87 | 2021 | A | |
| Commune de Raouhalac | Entretien des locaux communaux | 3700,6 | 2021 | A | |
| Commune de Raouhalac | Entretien des locaux communaux | 120000 | 2022 | A | |
| Commune de Raouhalac | Entretien des locaux communaux | 370000 | 2022 | A | |
| Commune de Raouhalac | Entretien des locaux communaux | 480000 | 2022 | A | |
| Commune de Raouhalac | Entretien des locaux communaux | 1875000 | 2022 | A | |
| Commune de Raouhalac | Entretien des locaux communaux | 2088000 | 2022 | A | |
| Commune de Raouhalac | Entretien des locaux communaux | 180000 | 2022 | A | |
| Commune de Raouhalac | Entretien des locaux communaux | 257000 | 2022 | A | |

**Territoire du Bassin d'Aurillac,
du Carladès et de la Châtaigneraie**

ANNEXE 4 : Tableau de financement des actions

| N° Action | Nom Action | Statut Action | Porteurs | Somme des dépenses | En Fonctionnement | En Investissement | Somme de tous les financements validés | Somme Acteur socio-économique | Somme Communauté intercommunalité-syndicat | Somme Département | Somme Région | Somme Europe | Somme Etat |
|-----------|---|----------------|--|--------------------|--------------------|--------------------|--|-------------------------------|--|-------------------|------------------|------------------|--------------------|
| 1-1 | Mise en place d'une dynamique territoriale de réemploi permettant un partenariat efficace entre les EPCI et les acteurs locaux de l'ESS | Action validée | Les 3 EPCI du BACC Ermçais Cantal ASSO OXYGENE CANTAL TRI-FOUILLIS | 365 000 | 125 000 | 240 000 | 365 000 | | 365 000 | | | | |
| 1-2 | Projet de recyclerie sous la forme d'une pépinière d'artistes et artisans sur Vic sur Cère | Action validée | CC Cère et Goul en Carladès | 493 480 | 15 000 | 478 480 | 493 480 | 75 000 | 274 240 | | 219 240 | | |
| 1-3 | Adaptation du service de gestion des déchets recyclables aux nouvelles consignes de tri | Action validée | Les 3 EPCI du BACC | 677 000 | | 677 000 | 677 000 | | 398 900 | | | | 203 100 |
| 1-4 | Mise en place d'une tarification incitative déchets sur le territoire de la Communauté de Communes de la Châtaigneraie Cantalienne | Action validée | CC Châtaigneraie Cantalienne | 1 782 000 | 117 000 | 1 665 000 | 1 782 000 | | 692 450 | | 520 000 | | 569 550 |
| 1-5 | Etude de faisabilité d'une unité de valorisation énergétique multifilières | Action validée | Les 3 EPCI du BACC SOPA Equarissage | 155 000 | 5 000 | 150 000 | 155 000 | | 105 000 | | | | 50 000 |
| 2-1 | Préfiguration d'un service public territorial de la rénovation énergétique des bâtiments | Action validée | Les 3 EPCI du BACC | 32 000 | 32 000 | | 32 000 | | 8 000 | | 12 000 | | 12 000 |
| 2-2 | Plan de rénovation énergétique des bâtiments publics | Action validée | CC Châtaigneraie cantalienne ACBIM | 577 940 | | 577 940 | 577 940 | | 163 335 | | 115 588 | | 299 017 |
| 2-3 | Animation du Plan de rénovation énergétique des bâtiments publics - 2ème volet | Action validée | Les 3 EPCI du BACC | 120 000 | 120 000 | | 120 000 | | 66 000 | | | | 54 000 |
| 2-4 | Extension du Réseau Chaleur Bois Communautaire | Action validée | CC Cère et Goul en Carladès | 458 755 | | 458 755 | 458 755 | | 91 751 | | | 363 004 | 4 000 |
| 2-5 | Expérimentation d'un modèle industriel en autoconsommation énergétique | Action validée | Entreprise MECATHEIL | 80 000 | | 80 000 | 80 000 | 56 000 | | | 24 000 | | |
| 3-1 | Structuration d'une filière locale de la châtaine | Action validée | CC Châtaigneraie Cantalienne | 7 300 | 7 300 | | 7 300 | | 7 300 | | | | |
| 3-2 | Élimination des stocks de pneus orphelins sur le territoire (étude préfiguration) | Action validée | CHAMBRE d'AGRICULTURE du CANTAL | 20 000 | 20 000 | | 20 000 | 2 500 | 17 500 | | | | |
| 5-1 | Journées d'informations techniques pour les collectivités et professionnels du territoire | Action validée | Asso ENERGIES 15 | 9 000 | 3 150 | 5 850 | 9 000 | 3 000 | 4 200 | | | | 1 800 |
| | | | TOTAL | 4 777 475 € | 4 444 450 € | 4 333 025 € | 4 777 475 € | 136 500 € | 2 193 676 € | 0 € | 890 828 € | 363 004 € | 1 193 467 € |

| N° Action | Norm/Action | Somme Etat - Services déconcentrés / préfecture | Somme Etat - ADEME | Somme Etat - CEREMA | Somme Etat - Banque des territoires | Somme Etat - Agence / offices de l'eau | Somme Etat - Office français de biodiversité | Somme Etat - Office national des forêts | Somme Etat - Agence française de développement | Somme Etat - Voies navigables de France | Somme Etat - FranceAgriMer | Somme Autres |
|-----------|--|---|--------------------|---------------------|-------------------------------------|--|--|---|--|---|----------------------------|--------------|
| 1-1 | Mise en place d'une dynamique territoriale de réemploi permettant un partenariat efficace entre les EPC et les acteurs locaux de l'ESS | | | | | | | | | | | |
| 1-2 | Projet de recyclerie sous la forme d'une pépinière d'artistes et artisans sur Vic sur Cère | | | | | | | | | | | |
| 1-3 | Adaptation du service de gestion des déchets recyclables aux nouvelles consignes de tri | 203 100 | | | | | | | | | | |
| 1-4 | Mise en place d'une tarification incitative 'déchets' sur le territoire de la Communauté de Communes de la Châtagnerie Cantalienne | 499 500 | 70 050 | | | | | | | | | |
| 1-5 | Etude de faisabilité d'une unité de valorisation énergétique multifilières | | 50 000 | | | | | | | | | |
| 2-1 | Préfiguration d'un service public territorial de la rénovation énergétique des bâtiments | 12 000 | | | | | | | | | | |
| 2-2 | Plan de rénovation énergétique des bâtiments publics | 299 017 | | | | | | | | | | |
| 2-3 | Animation du Plan de rénovation énergétique des bâtiments publics - 2ème volet | | 54 000 | | | | | | | | | |
| 2-4 | Extension du Réseau Chaleur Bois Communautaire | 4 000 | | | | | | | | | | |
| 2-5 | Expérimentation d'un modèle industriel en autoconsommation énergétique | | | | | | | | | | | |
| 3-1 | Structuration d'une filière locale de la châtaigne | | | | | | | | | | | |
| 3-2 | Elimination des stocks de pneus orphelins sur le territoire (étude préfiguration) | | | | | | | | | | | |
| 5-1 | Journées d'informations techniques pour les collectivités et professionnels du territoire | 1 800 | | | | | | | | | | |
| | | 1 019 417 € | 174 050 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |

BUDGET ANIMATION NATURA 2000 - 2021

| N° SITE | Nom site | Dotations théoriques BOP+FEADER | Portage du site | Structure Animatrice | EPCI Concernés |
|-----------|---|---------------------------------|-----------------------------------|------------------------|---|
| FR8301065 | Vallées et coteaux thermophiles de la région de Maura | 13 578,69 € | Commune de Saint-Santin-de-Mauris | CPIE Haute Auvergne | Châtaigneraie Cantalienne |
| FR8301061 | Coteaux de Raulhac et Cros-de-Ronesque | 11 850,49 € | ETAT | CPIE Haute Auvergne | Cère et Goul en Carladès |
| FR8302003 | Marais de Cassan et de Prentegarde | 28 925,00 € | ETAT | CEN Auvergne | Châtaigneraie Cantalienne communauté d'agglomération du Bassin d'Aurillac SIVU "Auze-Ouest-Cantal" |
| FR8302014 | Site de Teissières | 7 406,56 € | ETAT | Alter-Eco | communauté d'agglomération du Bassin d'Aurillac Châtaigneraie Cantalienne |
| FR8302015 | Site de Grivaldes | 9 875,41 € | ETAT | Alter-Eco | Châtaigneraie Cantalienne Comtal Lot et Truyère (Aveyron) Aubrac et Carladéz (Aveyron) |
| FR8302016 | Site de Compaing | 9 628,52 € | ETAT | CEN Auvergne | Cère et Goul en Carladès |
| FR8302033 | Affluents de la Cère en Châtaigneraie | 13 578,69 € | ETAT | Alter-Eco | Châtaigneraie Cantalienne Causes et vallée de la Dordogne |
| FR8302041 | Vallées de la Cère et de la Jordanne | 9 381,64 € | ETAT | CPIE Haute Auvergne | communauté d'agglomération du Bassin d'Aurillac Cère et Goul en Carladès |
| FR8301055 | Massif Cantalien | 29 626,23 € | PNR Volcans d'Auvergne | PNR Volcans d'Auvergne | communauté d'agglomération du Bassin d'Aurillac Cère et Goul en Carladès, Hautes Terres Communauté, Pays de Salers, Pays Gentiane, Saint-Flour Communauté |
| FR8310086 | ZPS Monts et Plomb du Cantal | 24 688,52 € | PNR Volcans d'Auvergne | PNR Volcans d'Auvergne | Cère et Goul en Carladès, Hautes Terres Communauté, Saint-Flour Communauté, Pays de Salers |

Liste des opérations en cours de financement par la DETR (Etat au 1^{er} juin 2021)
(Sauf les projets rentrant dans le cadre du CRTE auront vocation à figurer dans la prochaine version du CRTE)

| Collectivité | Nature des Travaux | Travaux | Taux | Engagement | Mt Liquidé | Repris | Solde |
|---|--|--------------|-------|------------|------------|--------|------------|
| 2014 LAROQUEBR OU | réhabilitation du réseau d'assainissement | 194 389,00 | 35,00 | 68 036,00 | 20 411,00 | 0,00 | 47 625,00 |
| 2015 MONTALSALVY | grosses réparations de voiries au village du Blat | 23 310,00 | 30,00 | 6 993,00 | 6 941,00 | 0,00 | 52,00 |
| 2015 REILHAC | mise en conformité de l'accessibilité, rénovation énergétique du groupe scolaire | 191 553,00 | 30,00 | 57 466,00 | 17 239,80 | 0,00 | 40 226,20 |
| 2015 TEISSIERES LES BOULIES | accessibilité du bâtiment-mairie-école-poste | 19 917,00 | 30,00 | 5 975,00 | 4 546,00 | 0,00 | 1 427,00 |
| 2016 CALVINET | aménagement d'un appartement locatif à l'étage du bâtiment de la poste | 37 819,00 | 40,00 | 15 127,00 | 4 536,00 | 0,00 | 10 589,00 |
| 2016 Communauté de Communes 'Entre 2 lacs' | aménagement parc d'activités de Peyrelevalde-partie réseaux-1ère phase | 193 894,00 | 30,00 | 58 168,00 | 17 450,00 | 0,00 | 40 718,00 |
| 2016 Communauté de Communes Cère et Rance en Châtaigneraie | Réalisation d'une étude préalable pour la réalisation d'un équipement multi-activités sur la commune du Rouget | 88 088,00 | 30,00 | 26 426,00 | 7 927,80 | 0,00 | 18 498,20 |
| 2016 JUNHAC | Restauration de l'église Saint-Justin (4ème tranche) | 59 225,00 | 30,00 | 17 767,00 | 11 000,34 | 0,00 | 6 766,66 |
| 2016 LAROQUEBR OU | aménagement et mise en valeur du bourg (1ère tranche) dans le cadre du programme | 550 368,00 | 29,60 | 162 909,00 | 58 189,39 | 0,00 | 104 719,61 |
| 2016 POLMINHAC | Viabilisation d'un éco-lotissement | 163 847,00 | 25,00 | 40 962,00 | 12 288,60 | 0,00 | 28 673,40 |
| SIVU ASSAINISSE MENT DE MAURS SAINT ETIENNE DE MAURS | Réhabilitation et mise aux normes du système d'assainissement | 335 600,00 | 30,00 | 100 680,00 | 80 544,00 | 0,00 | 20 136,00 |
| 2016 ST JACQUES DES BLATS | alimentation eau potable de la commune tranches 1 et 2 | 298 370,00 | 20,00 | 59 674,00 | 17 902,00 | 0,00 | 41 772,00 |
| 2016 VITRAC | Création d'une aire de jeux sécurisée conforme en termes d'accessibilité | 68 842,00 | 30,00 | 20 652,00 | 6 195,60 | 0,00 | 14 456,40 |
| 2016 YTRAC | Ecoles numériques | 65 084,00 | 50,00 | 32 541,00 | 32 324,58 | 0,00 | 216,42 |
| 2016 YTRAC | réalisation d'une étude de circulation | 15 850,00 | 40,00 | 6 340,00 | 0,00 | 0,00 | 6 340,00 |
| 2017 CALVINET | Aménagement Centre bourg - réfection des réseaux humides (assainissement) | 227 664,00 | 25,00 | 56 916,00 | 41 224,90 | 0,00 | 15 691,10 |
| COMMUNAUTE D'AGGLOME RATION DU BASSIN D'AURILLAC | Restructuration du site de l'Yser | 2 084 062,00 | 17,98 | 374 715,00 | 112 414,50 | 0,00 | 262 300,50 |

Scot BACC

| | | | | | | | | |
|------|---|---|------------|-------|------------|-----------|------|------------|
| 2017 | Communauté de Communes de la CHATAIGNER AIE CANTALIENNE | aménagement du parc d'activité de Peyrelevalde (2ème tranche) sur les communes de Laroquebrou et Nleudan | 344 220,00 | 30,00 | 103 266,00 | 30 979,80 | 0,00 | 72 286,20 |
| 2017 | Communauté de Communes de la CHATAIGNER AIE CANTALIENNE | aménagement touristique des berges du Lot (1ère tranche) | 671 709,00 | 25,00 | 167 927,00 | 0,00 | 0,00 | 167 927,00 |
| 2017 | Communauté de Communes de la CHATAIGNER AIE CANTALIENNE | création d'un multiple rural à Saint-Santin de Mours | 617 400,00 | 30,00 | 185 220,00 | 55 566,00 | 0,00 | 129 654,00 |
| 2017 | JUNHAC LA SEGALASSIE RE | restauration de l'église Saint-Justin | 61 525,00 | 30,00 | 18 457,00 | 9 862,18 | 0,00 | 8 594,82 |
| 2017 | LAROQUEVIE ILLE | Construction de deux maisons locales pour personnes à mobilité réduite | 245 883,00 | 30,00 | 73 764,00 | 22 129,20 | 0,00 | 51 634,80 |
| 2017 | LE ROUGET-PERS | Travaux de voirie et sécurisation de l'école | 5 556,00 | 40,00 | 2 222,00 | 1 756,90 | 0,00 | 465,10 |
| 2017 | MANDAILLES SAINT-JULIEN | réalisation de la 3ème tranche du lotissement communal de Cote Rouge | 149 990,00 | 40,00 | 59 996,00 | 31 704,00 | 0,00 | 28 292,00 |
| 2017 | MARMAHAC | valorisation des activités de pleine nature - création de logements pour saisonniers et aménagements extérieurs | 210 104,00 | 30,00 | 63 031,00 | 18 909,30 | 0,00 | 44 121,70 |
| 2017 | POLMINHAC | réhabilitation de l'estaprou en relais petite enfance - médiathèque et salles polyvalentes | 450 688,00 | 25,00 | 112 672,00 | 33 801,60 | 0,00 | 78 870,40 |
| 2017 | SIVU ASSAINISSEMENT DE MAURS SAINT-ETIENNE DE MAURS | aménagement du centre-bourg (place de l'église, création d'un parking, mise en valeur du ruisseau de Castes) | 363 569,00 | 25,00 | 90 892,00 | 27 267,60 | 0,00 | 63 624,40 |
| 2017 | ST CLEMENT ST MAMET | réhabilitation et mise aux normes du réseau d'assainissement collectif de Mours et St Etienne de Mours (2ème tranche) | 515 576,00 | 18,00 | 92 803,00 | 27 840,90 | 0,00 | 64 962,10 |
| 2017 | LA SALVETAT | mise en accessibilité et sécurité de la mairie et de la salle des fêtes | 67 859,00 | 30,00 | 20 357,00 | 6 006,90 | 0,00 | 14 350,10 |
| 2017 | LA SALVETAT | travaux d'accessibilité et de rénovation de la mairie | 746 872,00 | 25,00 | 186 718,00 | 56 015,40 | 0,00 | 130 702,60 |

Scot BACC

| | | | | | | | | |
|------|---|--|--------------|-------|------------|------------|------|------------|
| 2017 | ST PAUL DES LANDES | aménagement d'une maison de services | 262 727,00 | 20,00 | 52 545,00 | 50 671,89 | 0,00 | 1 873,11 |
| 2017 | ST VICTOR | programme d'investissement de sécurisation de l'alimentation en eau potable | 81 855,00 | 30,00 | 24 556,00 | 7 366,80 | 0,00 | 17 189,20 |
| 2017 | TEISSIERES LES BOULIES | Travaux de restauration et de sécurisation des voies communales | 82 995,00 | 25,00 | 20 748,00 | 17 839,46 | 0,00 | 2 908,54 |
| 2017 | VEZAC | création de la maison d'accueil et d'activités partagées de la Cité des Aînés | 719 179,00 | 25,00 | 179 794,00 | 55 159,78 | 0,00 | 124 634,22 |
| 2017 | VIC SUR CERE | rénovation des bassins de la piscine municipale | 402 606,00 | 25,00 | 100 651,00 | 30 195,30 | 0,00 | 70 455,70 |
| 2017 | YOLET | mise en accessibilité de bâtiments publics (école, salle des fêtes, cimetière) | 14 600,00 | 30,00 | 4 380,00 | 4 355,11 | 0,00 | 24,89 |
| 2018 | BADAILHAC | extension et rénovation du gîte d'étape les Herbages | 278 856,00 | 20,00 | 55 731,00 | 7 567,80 | 0,00 | 48 163,20 |
| 2018 | CALVINET | aménagement du bourg | 260 359,00 | 25,00 | 65 089,00 | 43 048,73 | 0,00 | 22 040,27 |
| 2018 | CAYROLS | création d'un lotissement de trois pavillons | 192 735,00 | 25,00 | 48 183,00 | 0,00 | 0,00 | 48 183,00 |
| 2018 | CAYROLS | réfection de la traverse du bourg et de la rue de l'Etang | 92 542,00 | 25,00 | 23 135,00 | 7 077,28 | 0,00 | 16 057,72 |
| 2018 | COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'AURILLAC | restructuration et mise aux normes des ateliers du centre technique communautaire | 600 000,00 | 25,00 | 150 000,00 | 91 501,00 | 0,00 | 58 499,00 |
| 2018 | Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès | création d'une grange numérique | 950 000,00 | 20,00 | 190 000,00 | 57 000,00 | 0,00 | 133 000,00 |
| 2018 | Communauté de Communes de la CHATAIGNER AIE CANTALIENNE | construction d'un gymnase communautaire à Mours | 834 000,00 | 30,00 | 250 200,00 | 75 060,00 | 0,00 | 175 140,00 |
| 2018 | Communauté de Communes de la CHATAIGNER AIE CANTALIENNE | réalisation d'une maison de santé pluri professionnelle à Saint Marnet la Salvetat | 1 020 320,00 | 30,00 | 306 086,00 | 303 476,74 | 0,00 | 2 619,26 |
| 2018 | LACAPELLE DEL FRAISSE | création d'un espace collectif résidentiel seniors | 444 640,00 | 40,00 | 177 856,00 | 142 284,80 | 0,00 | 35 571,20 |
| 2018 | LADINHAC | aménagement d'une place communale et renforcement de la voirie | 190 155,00 | 25,00 | 47 538,00 | 33 250,61 | 0,00 | 14 287,39 |
| 2018 | LAFEUILLAD E EN VEZIE | aménagement d'un lotissement | 346 516,00 | 30,00 | 103 954,00 | 78 506,33 | 0,00 | 25 447,67 |
| 2018 | LAPEYRUGU | aménagement de la salle d'activités | 94 292,00 | 30,00 | 28 287,00 | 22 629,60 | 0,00 | 5 657,40 |

Scot BACC

| | | | | | | | | |
|------|--------------------------|---|------------|-------|------------|------------|------|------------|
| 2018 | LAROQUEVIE ILLE | création de l'école numérique | 18 745,00 | 50,00 | 9 372,00 | 2 684,19 | 0,00 | 6 687,81 |
| 2018 | LE ROUGET - PERS | viabilisation d'un terrain pour l'accueil d'un foyer de vie pour déficients visuels au Rouget | 321 005,00 | 25,00 | 80 251,00 | 68 266,11 | 0,00 | 11 984,89 |
| 2018 | LEYNHAC | mise en accessibilité de la mairie, de l'église et de la salle polyvalente | 59 920,00 | 30,00 | 17 976,00 | 5 392,80 | 0,00 | 12 583,20 |
| 2018 | MOURJOU | mise en accessibilité et isolation du bâtiment école/bibliothèque | 27 345,00 | 30,00 | 8 203,00 | 5 929,69 | 0,00 | 2 273,31 |
| 2018 | OMPS | création d'un multiservices rural | 323 680,00 | 35,00 | 113 288,00 | 33 986,40 | 0,00 | 79 301,60 |
| 2018 | POLMINHAC | mise aux normes, extension et restructuration du groupe scolaire | 515 200,00 | 30,00 | 154 560,00 | 0,00 | 0,00 | 154 560,00 |
| 2018 | RAUHAC | accessibilité du bureau d'accueil | 11 000,00 | 30,00 | 3 300,00 | 0,00 | 0,00 | 3 300,00 |
| 2018 | ROUMEGOU X | Etudes pour la création d'un lotissement | 14 895,00 | 40,00 | 5 958,00 | 5 804,81 | 0,00 | 153,19 |
| 2018 | SANSAC VEINAZES | accessibilité du bâtiment mairie école | 8 504,00 | 30,00 | 2 551,00 | 0,00 | 0,00 | 2 551,00 |
| 2018 | ST ETIENNE DE CARLAT | renforcement voirie communale | 119 847,00 | 25,00 | 29 961,00 | 13 707,77 | 0,00 | 16 253,23 |
| 2018 | ST GERONS | création d'un nouveau cimetière | 224 321,00 | 25,00 | 56 080,00 | 0,00 | 0,00 | 56 080,00 |
| 2018 | ST JACQUES DES BLATS | restructuration du bâtiment scolaire-2ème phase | 204 371,00 | 30,00 | 61 311,00 | 0,00 | 0,00 | 61 311,00 |
| 2018 | ST JACQUES DES BLATS | restructuration bâtiment scolaire 1ère phase | 104 429,00 | 30,00 | 31 328,00 | 0,00 | 0,00 | 31 328,00 |
| 2018 | ST JULIEN DE TOURSAC | aménagement du bourg-1ère tranche | 147 369,00 | 30,00 | 44 210,00 | 13 263,00 | 0,00 | 30 947,00 |
| 2018 | ST PAUL DES LANDES | création d'une maison de santé pluridisciplinaire | 535 800,00 | 30,00 | 160 740,00 | 128 592,00 | 0,00 | 32 148,00 |
| 2018 | ST SANTI CANTALES | travaux de voirie au village de Pruns | 12 042,00 | 25,00 | 3 010,00 | 903,00 | 0,00 | 2 107,00 |
| 2018 | ST SANTI DE MAURS | rénovation de la salle polyvalente | 217 952,00 | 24,00 | 52 308,00 | 0,00 | 0,00 | 52 308,00 |
| 2018 | ST VICTOR | accessibilité de bâtiments communaux (mairie, salle des fêtes) | 8 124,00 | 30,00 | 2 437,00 | 731,10 | 0,00 | 1 705,90 |
| 2018 | TEISSERES LES BOULIES | aménagement et rénovation du bâtiment mairie école | 103 802,00 | 25,00 | 25 950,00 | 7 785,00 | 0,00 | 18 165,00 |
| 2018 | THIEZAC | extension du gîte de Lafon | 295 176,00 | 30,00 | 88 552,00 | 0,00 | 0,00 | 88 552,00 |
| 2018 | VIC SUR CERE | travaux de rénovation des bassins de la piscine municipale 2ème tranche | 175 553,00 | 20,00 | 35 110,00 | 10 533,00 | 0,00 | 24 577,00 |
| 2018 | VEILLEVE | aménagement du parking communal | 24 318,00 | 30,00 | 7 295,00 | 2 222,10 | 0,00 | 5 072,90 |
| 2019 | ARPAJON SUR CERE | programme de renouvellement urbain : maison Soubrier; local de chasse; démolition bâtiment de stockage | 314 395,00 | 30,00 | 94 318,00 | 75 454,40 | 0,00 | 18 863,60 |
| 2019 | BOISSET | mise aux normes de la filière d'assainissement du bourg de Boisset et raccordement du village de Bouzal | 742 782,00 | 25,92 | 192 567,00 | 57 770,10 | 0,00 | 134 796,90 |
| 2019 | CARLAT | aménagement de la voie communale de la rue Elie Sergues jusqu'au Rocher | 47 640,00 | 25,00 | 11 910,00 | 0,00 | 0,00 | 11 910,00 |
| 2019 | CAVROLS | revitalisation du bourg-phase 2 | 70 356,00 | 25,00 | 17 589,00 | 0,00 | 0,00 | 17 589,00 |

Scot BACC

| | | | | | | | |
|--|---|--------------|-------|------------|------------|------|------------|
| COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'AURILLAC 2019 | restructuration du camping de l'OMBRADE | 2 065 603,00 | 28,01 | 578 575,00 | 173 572,50 | 0,00 | 405 002,50 |
| Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès 2019 | réfection de la toiture de la grange numérique à Vic sur Cère | 160 900,00 | 30,00 | 48 270,00 | 14 481,00 | 0,00 | 33 789,00 |
| Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès 2019 | Extension du réseau chaleur bois sur la commune de Vic sur Cère | 453 074,00 | 0,88 | 4 000,00 | 0,00 | 0,00 | 4 000,00 |
| Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès 2019 | élaboration d'un schéma directeur d'eau et d'assainissement | 236 772,00 | 30,00 | 71 031,00 | 21 309,30 | 0,00 | 49 721,70 |
| Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès 2019 | mise en place d'un dispositif de télésurveillance des réseaux AEP | 171 815,00 | 10,00 | 17 181,00 | 5 154,30 | 0,00 | 12 026,70 |
| Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès 2019 | construction d'un bâti central pour la grange numérique à Vic sur Cère | 70 000,00 | 30,00 | 21 000,00 | 6 300,00 | 0,00 | 14 700,00 |
| Communauté de Communes de la CHATAIGNER AIE CANTALIENNE 2019 | construction d'un gymnase communautaire à Mours-2ème phase | 1 666 000,00 | 30,00 | 499 800,00 | 149 940,00 | 0,00 | 349 860,00 |
| Communauté de Communes de la CHATAIGNER AIE CANTALIENNE 2019 | Création d'une maison de santé pluri professionnelle sur le pôle de Mours 2ème phase | 403 200,00 | 30,00 | 120 960,00 | 0,00 | 0,00 | 120 960,00 |
| Communauté de Communes de la CHATAIGNER AIE CANTALIENNE 2019 | extension du siège administratif de la Communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne | 666 400,00 | 24,72 | 164 734,00 | 49 420,20 | 0,00 | 115 313,80 |

Scot BACC

| | | | | | | | | |
|------|---|--|--------------|-------|------------|------------|------|------------|
| 2019 | Communauté de Communes de la CHATAIGNERIE AIE CANTALIENNE | développement de l'entreprise Mécatheil | 1 800 000,00 | 22,22 | 400 000,00 | 120 000,00 | 0,00 | 280 000,00 |
| 2019 | LABESSERET | modernisation de la voirie communale | 101 065,00 | 25,00 | 25 266,00 | 19 602,89 | 0,00 | 5 663,11 |
| 2019 | LABROUSSE | réhabilitation d'un bâtiment en mairie et maison des services 1ère phase | 121 307,00 | 25,00 | 30 326,00 | 9 097,80 | 0,00 | 21 278,20 |
| 2019 | LACAPELLE DEL FRAISSE | création d'un espace collectif résidentiel séniors-2ème tranche | 423 000,00 | 40,00 | 169 200,00 | 50 760,00 | 0,00 | 118 440,00 |
| 2019 | LACAPELLE VIESCAMP | réaménagement du centre-bourg et accessibilité des ERP | 168 306,00 | 24,65 | 41 492,00 | 38 323,46 | 0,00 | 3 168,54 |
| 2019 | LADINHAC | renforcement de la voirie communale | 188 800,00 | 25,00 | 47 200,00 | 26 715,79 | 0,00 | 20 484,21 |
| 2019 | LAFEUILLAD E EN VEZIE | travaux de mise en conformité des captages d'eau potable | 126 879,00 | 10,00 | 12 687,00 | 0,00 | 0,00 | 12 687,00 |
| 2019 | LAROQUEBR OU | réhabilitation des sanitaires du camping municipal | 149 241,00 | 30,00 | 44 772,00 | 13 431,60 | 0,00 | 31 340,40 |
| 2019 | LE ROUGET - PERS | viabilisation d'un terrain pour l'accueil et la construction d'un atelier garage phase 2 | 504 000,00 | 30,00 | 151 200,00 | 0,00 | 0,00 | 151 200,00 |
| 2019 | LE ROUGET - PERS | viabilisation d'un terrain pour l'accueil d'entreprises et la construction d'un atelier 1ère phase | 413 067,00 | 30,00 | 123 920,00 | 37 176,00 | 0,00 | 86 744,00 |
| 2019 | LE TRIOULOU | étanchéité du réservoir du château d'eau | 48 747,00 | 30,00 | 14 624,00 | 0,00 | 0,00 | 14 624,00 |
| 2019 | LEUCAMP | réaménagement de la place de l'église | 61 810,00 | 24,45 | 15 112,00 | 0,00 | 0,00 | 15 112,00 |
| 2019 | LEUCAMP | toiture photovoltaïque de la salle polyvalente | 49 452,00 | 30,00 | 14 835,00 | 4 450,50 | 0,00 | 10 384,50 |
| 2019 | MANDAILLES SAINT JULIEN | aménagement du bourg | 79 660,00 | 25,00 | 19 915,00 | 6 620,42 | 0,00 | 13 294,58 |
| 2019 | MARMANHAC | transformation du préau en salle de motricité | 125 646,00 | 25,00 | 31 411,00 | 0,00 | 0,00 | 31 411,00 |
| 2019 | MAURS | rénovation énergétique de bâtiments communaux | 129 000,00 | 30,00 | 38 700,00 | 11 610,00 | 0,00 | 27 090,00 |
| 2019 | MONTMURAT | extension du Hameau du Rozier phase travaux | 112 138,00 | 25,00 | 28 034,00 | 0,00 | 0,00 | 28 034,00 |
| 2019 | MONTSALVY | restauration des façades et des couvertures des maisons Madamour et Guiral | 117 040,00 | 30,00 | 35 112,00 | 10 533,60 | 0,00 | 24 578,40 |
| 2019 | NAUGELLES | création de voies d'accès entre Naugelles et Reilhac et entre Naugelles et les Quatre Chemins | 151 601,00 | 25,00 | 37 900,00 | 11 370,00 | 0,00 | 26 530,00 |
| 2019 | PAILHEROLS | extension et mise aux normes du gîte d'étape | 262 080,00 | 30,00 | 78 624,00 | 0,00 | 0,00 | 78 624,00 |
| 2019 | POLMINHAC | aménagement d'un accueil périscolaire | 339 192,00 | 25,00 | 84 798,00 | 0,00 | 0,00 | 84 798,00 |
| 2019 | PRUNET | travaux d'isolation de l'école de Prunet | 314 185,00 | 30,00 | 94 255,00 | 28 276,50 | 0,00 | 65 978,50 |
| 2019 | PUYCAPEL | restauration de l'église Saint Médard à MOURJOU | 224 828,00 | 25,00 | 56 207,00 | 16 862,10 | 0,00 | 39 344,90 |
| 2019 | PUYCAPEL | viabilisation du site d'implantation de pavillons pour personnes âgées à Calvinet | 54 105,00 | 25,00 | 13 526,00 | 4 057,80 | 0,00 | 9 468,20 |
| 2019 | RAULHAC | mise en conformité de l'école | 24 781,00 | 30,00 | 7 434,00 | 0,00 | 0,00 | 7 434,00 |
| 2019 | REILHAC | groupe scolaire travaux complémentaires (désamiantage, sécurité et accessibilité) | 68 937,00 | 30,00 | 20 681,00 | 6 204,30 | 0,00 | 14 476,70 |

Scot BACC

| | | | | | | | | |
|------|--|--|------------|-------|------------|-----------|------|------------|
| 2019 | ROANNES SAINT MARY | aménagement d'un lotissement | 58 682,00 | 24,44 | 14 343,00 | 0,00 | 0,00 | 14 343,00 |
| 2019 | ROUMEGOU X | création d'un lotissement communal | 164 837,00 | 25,00 | 41 209,00 | 0,00 | 0,00 | 41 209,00 |
| 2019 | ROUZIERES | voirie communale : contournement d'Inchivata | 78 731,00 | 25,00 | 19 682,00 | 0,00 | 0,00 | 19 682,00 |
| 2019 | SENEZERGU ES | création d'une voie d'accès (bâtiment de stockage et habitation) | 49 725,00 | 25,00 | 12 431,00 | 0,00 | 0,00 | 12 431,00 |
| 2019 | SIRAN | accessibilité du musée de l'accordéon | 7 350,00 | 30,00 | 2 205,00 | 410,89 | 0,00 | 1 794,11 |
| 2019 | SIVU ASSAINISSE MENT DE MAJURS SAINT ETIENNE DE MAJURS | réhabilitation des réseaux d'assainissement du bourg (secteur de la Martinelle) | 98 387,00 | 20,00 | 19 677,00 | 5 903,10 | 0,00 | 13 773,90 |
| 2019 | SIVU de la Doire | Travaux de raccordement de l'unité de distribution de Girgols | 216 847,00 | 25,37 | 55 018,00 | 38 642,91 | 0,00 | 16 375,09 |
| 2019 | ST ANTOINE | renforcement de la voirie communale | 33 873,00 | 25,00 | 8 468,00 | 5 285,94 | 0,00 | 3 182,06 |
| 2019 | ST CIRGUES DE JORDANNE | aménagement paysager du bourg et création d'un parking PMR | 128 362,00 | 25,00 | 32 090,00 | 9 627,00 | 0,00 | 22 463,00 |
| 2019 | ST ETIENNE DE MAJURS | restructuration de la salle des fêtes et relocalisation de la mairie | 678 098,00 | 25,00 | 169 524,00 | 50 857,20 | 0,00 | 118 666,80 |
| 2019 | ST GERONS | aménagement des abords de la mairie et accessibilité | 169 492,00 | 30,00 | 50 847,00 | 0,00 | 0,00 | 50 847,00 |
| 2019 | ST JULIEN DE TOURSAC | aménagement du bourg 2ème tranche | 252 408,00 | 25,00 | 63 102,00 | 18 930,60 | 0,00 | 44 171,40 |
| 2019 | ST MAMET LA SALVETAT | réhabilitation et réaménagement de la station de traitement d'eau potable de Lascombes 1ère phase | 888 550,00 | 30,00 | 268 565,00 | 79 969,50 | 0,00 | 186 595,50 |
| 2019 | ST PAUL DES LANDES | aménagement d'un cheminement piéton sécurisé-route d'Aurillac | 274 893,00 | 25,00 | 68 673,00 | 49 975,46 | 0,00 | 18 697,54 |
| 2019 | ST SANTIN CANTALES | rénovation des stations de pompage et mise en place de télésurveillance | 33 411,00 | 30,00 | 10 023,00 | 3 006,90 | 0,00 | 7 016,10 |
| 2019 | ST SANTIN DE MAJURS | mise en accessibilité de bâtiments communaux (école, vestiaires terrain de sports) | 35 400,00 | 30,00 | 10 620,00 | 3 186,00 | 0,00 | 7 434,00 |
| 2019 | ST SAURY | construction d'une maison d'habitation | 124 600,00 | 25,00 | 31 150,00 | 30 786,84 | 0,00 | 363,16 |
| 2019 | THIEZAC | renforcement des voies communales N° 6, 17 et 31 | 84 383,00 | 25,00 | 21 095,00 | 20 928,38 | 0,00 | 166,62 |
| 2019 | VELZIC | renforcement de la VC de Fallès et aménagement d'un parking à Mousset | 88 448,00 | 25,00 | 22 112,00 | 6 633,60 | 0,00 | 15 478,40 |
| 2019 | VEZELS ROUSSY | aménagement de la sortie du bourg | 121 562,00 | 25,00 | 30 395,00 | 0,00 | 0,00 | 30 395,00 |
| 2019 | VIC SUR CERE | mise en accessibilité de l'école élémentaire et extension du restaurant scolaire | 232 238,00 | 30,00 | 69 671,00 | 20 901,30 | 0,00 | 48 769,70 |
| 2019 | VIEILLEVIE | aménagement du bourg (accessibilité, sécurité) | 53 062,00 | 25,00 | 13 258,00 | 7 178,77 | 0,00 | 6 079,23 |

Scot BACC

| | | | | | | | | |
|------|--|--|------------|-------|------------|-----------|------|------------|
| 2019 | YOLET | renforcement de la voirie communale | 107 997,00 | 25,00 | 26 999,00 | 26 499,53 | 0,00 | 499,47 |
| 2020 | ARRAJON SUR CERÉ | programme de réhabilitation et de rénovation énergétique de bâtiments | 799 500,00 | 40,00 | 319 800,00 | 0,00 | 0,00 | 319 800,00 |
| 2020 | BADAIL HAC | travaux de mise aux normes accessibilité de bâtiments communaux | 17 995,00 | 35,00 | 6 298,00 | 0,00 | 0,00 | 6 298,00 |
| 2020 | BOISSET | Remplacement chaudières | 64 978,00 | 40,00 | 25 991,00 | 0,00 | 0,00 | 25 991,00 |
| 2020 | CARLAT | aménagement de la voie communale située après la mairie partant de la rue Elie Sergues jusqu'au Rocher | 47 515,00 | 30,00 | 14 255,00 | 0,00 | 0,00 | 14 255,00 |
| 2020 | CASSANIOUZ E | travaux d'entretien et de modernisation de la voirie communale | 24 941,00 | 25,00 | 6 235,00 | 1 870,50 | 0,00 | 4 364,50 |
| 2020 | D'AGGLOME RATION DU BASSIN D'AURILLAC | travaux de rénovation thermique et énergétique. Immeuble Place de la Paix | 952 773,00 | 34,00 | 323 943,00 | 97 182,90 | 0,00 | 226 760,10 |
| 2020 | COMMUNAUTÉ E | | | | | | | |
| 2020 | D'AGGLOME RATION DU BASSIN D'AURILLAC | réhabilitation du système d'assainissement du bourg de Mandailles | 463 075,00 | 30,00 | 136 923,00 | 41 676,90 | 0,00 | 97 246,10 |
| 2020 | Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès | travaux d'élimination des eaux claires parasites permanentes sur Vic sur Cère | 466 412,00 | 30,00 | 140 523,00 | 0,00 | 0,00 | 140 523,00 |
| 2020 | Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès | mise en place de systèmes de désinfection sur les réservoirs | 70 000,00 | 30,00 | 21 000,00 | 0,00 | 0,00 | 21 000,00 |
| 2020 | Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès | réaménagement de la place de l'église de Polminhac réseaux assainissement | 28 210,00 | 30,00 | 8 463,00 | 2 538,90 | 0,00 | 5 924,10 |
| 2020 | Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès | réaménagement de la place de l'église de Polminhac réseaux eau potable | 34 281,00 | 30,00 | 10 284,00 | 3 085,20 | 0,00 | 7 198,80 |
| 2020 | Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès | Aménagement d'une zone de réemploi et d'une zone de gratuité sur la déchetterie intercommunale | 61 331,00 | 30,00 | 18 399,00 | 0,00 | 0,00 | 18 399,00 |

Scot BACC

| | | | | | | | | | |
|------|--|--|--------------|-------|------------|-----------|------|------|------------|
| 2020 | Communauté de Communes de la CHATAIGNER AIE CANTALIENN E | création d'un équipement d'accueil du jeune enfant à Saint Mamet la Salvetat 1ère phase | 181 480,00 | 30,00 | 54 444,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 54 444,00 |
| 2020 | Communauté de Communes de la CHATAIGNER AIE CANTALIENN E | extension de l'unité de production de l'entreprise INTERLAB | 1 484 380,00 | 20,00 | 296 876,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 296 876,00 |
| 2020 | Communauté de Communes de la CHATAIGNER AIE CANTALIENN E | Création d'un équipement d'accueil jeunes enfants à St Mamet la Salvetat - Phase 2 | 243 000,00 | 30,00 | 72 900,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 72 900,00 |
| 2020 | Communauté de Communes de la CHATAIGNER AIE CANTALIENN E | Création d'un pôle de services de proximité à Laroquebrou - Phase 2 | 269 043,00 | 30,00 | 80 713,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80 713,00 |
| 2020 | Communauté de Communes de la CHATAIGNER AIE CANTALIENN E | réorganisation du service déchets de la Communauté de communes de la Châtaigneraie Cantalienne | 1 111 993,00 | 40,00 | 444 797,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 444 797,00 |
| 2020 | Communauté de Communes de la CHATAIGNER AIE CANTALIENN E | plan de rénovation énergétique des bâtiments publics (PREB) | 540 590,00 | 30,00 | 162 177,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 162 177,00 |
| 2020 | Communauté de Communes de la CHATAIGNER AIE CANTALIENN E | création d'un pôle services de proximité à Laroquebrou 1ère phase | 1 008 186,00 | 30,00 | 302 456,00 | 90 736,80 | 0,00 | 0,00 | 211 719,20 |

Scot BACC

| | | | | | | | | | |
|------|-------------------------|--|------------|-------|------------|-----------|------|------|------------|
| 2020 | CRANDELLE | réhabilitation des vestiaires du football | 51 542,00 | 30,00 | 15 463,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 463,00 |
| 2020 | GIOU DE MAMOU | aménagement d'une aire multi-sports | 72 501,00 | 30,00 | 21 750,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 21 750,00 |
| 2020 | GLENAT | isolation par l'extérieur de la salle des fêtes | 38 731,00 | 30,00 | 11 619,00 | 3 485,70 | 0,00 | 0,00 | 8 133,30 |
| 2020 | JUNHAC | programme voirie 2020 | 68 919,00 | 25,00 | 17 230,00 | 16 198,92 | 0,00 | 0,00 | 1 031,08 |
| 2020 | JUSSAC | aménagement du chemin de Mondésir (VC n° 35) | 179 283,00 | 25,00 | 44 821,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 44 821,00 |
| 2020 | LABESSERET | renovation énergétique d'un logement locatif | 21 519,00 | 40,00 | 8 608,00 | 8 575,15 | 0,00 | 0,00 | 32,85 |
| 2020 | LABROUSSE | réhabilitation d'un bâtiment communal en mairie et maison des services 2ème phase | 253 691,00 | 25,00 | 63 423,00 | 19 026,90 | 0,00 | 0,00 | 44 396,10 |
| 2020 | LACAPELLE DEL FRAISSE | Equipement et pose de panneaux photovoltaïques sur le toit de la résidence séniors | 37 000,00 | 40,00 | 14 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 800,00 |
| 2020 | LADINHAC | aménagement et sécurisation de la traverse de Ladinhac | 241 183,00 | 40,00 | 96 473,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 96 473,00 |
| 2020 | LAFEUILLE | programme de travaux de voirie 2020 | 171 645,00 | 25,00 | 42 911,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 42 911,00 |
| 2020 | LE EN VEZIE | renforcement des voiries communales au lieu dit Lacoste (2ème partie) et au lieu dit Compeas | 19 990,00 | 29,00 | 5 780,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 780,00 |
| 2020 | LASCELLES | réhabilitation des réseaux d'assainissement du bourg du Rouget | 260 025,00 | 29,34 | 76 291,00 | 22 887,30 | 0,00 | 0,00 | 53 403,70 |
| 2020 | LE ROUGET - PERS | création de jardins potagers collectifs | 92 437,00 | 25,00 | 23 109,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 23 109,00 |
| 2020 | LE ROUGET - PERS | élargissement et renforcement de voies communales | 17 985,00 | 30,00 | 5 396,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 396,00 |
| 2020 | LE TRIJOULOU | entretien et modernisation de la voirie communale - VC des Landes | 39 040,00 | 25,00 | 9 760,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 760,00 |
| 2020 | LEUCAMP | projet d'aménagement urbain - Phase 1 - Réaménagement des ateliers du service technique et des abords de l'auberge | 352 000,00 | 30,00 | 105 600,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 105 600,00 |
| 2020 | LEYNHAC | | | | | | | | |
| 2020 | MANDAILLES SAINT JULIEN | travaux de renforcement de la voirie communale de Saint-Julien de Jordanne | 60 372,00 | 31,51 | 19 024,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 19 024,00 |
| 2020 | MARCOLES | création de trois logements locatifs par rénovation de la maison Bardes | 97 200,00 | 30,00 | 29 160,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 29 160,00 |
| 2020 | MARMANHAC | Réfection de la toiture et de la cheminée d'un four à pain | 5 679,00 | 30,00 | 1 704,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 704,00 |
| 2020 | MAURS | revitalisation du centre bourg aménagement de la rue Saint Agnès | 143 650,00 | 25,00 | 35 913,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 35 913,00 |
| 2020 | MAURS | travaux de création de puits de prélèvement à Passe Vite | 547 226,00 | 30,00 | 164 168,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 164 168,00 |
| 2020 | MAURS | programme de travaux de voirie 2020 | 124 536,00 | 25,00 | 31 134,00 | 9 340,20 | 0,00 | 0,00 | 21 793,80 |
| 2020 | MONTVERT | travaux de modernisation, de renforcement et d'entretien de la voirie communale | 34 865,00 | 25,00 | 8 716,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 716,00 |
| 2020 | NAUCELLES | remplacement des buses du Pont de Veyrières | 37 705,00 | 40,00 | 15 082,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 082,00 |
| 2020 | NIEUDAN | ravalement des murs de l'église | 33 128,00 | 30,00 | 9 938,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 938,00 |
| 2020 | OMPS | diagnostic du réseau d'eau potable et pose de compteurs, de vannes et installation de la télésurveillance | 42 565,00 | 30,00 | 12 770,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 770,00 |
| 2020 | PARLAN | création d'un espace tertiaire | 246 706,00 | 40,00 | 98 682,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 98 682,00 |
| 2020 | POLMINHAC | mise en place d'un réseau chaleur bois | 331 075,00 | 30,00 | 99 323,00 | 29 796,90 | 0,00 | 0,00 | 69 526,10 |
| 2020 | PUYCAPEL | création d'une nouvelle voie communale chemin de Jalenques à Mourjou | 400 968,00 | 40,00 | 160 387,00 | 48 116,10 | 0,00 | 0,00 | 112 270,90 |

Scot BACC

| | | | | | | | | |
|------|------------------------|--|------------|-------|------------|----------|------|------------|
| 2020 | QUEZAC | accessibilité et amélioration énergétique des bâtiments communaux | 104 435,00 | 30,00 | 31 331,00 | 9 399,30 | 0,00 | 21 931,70 |
| 2020 | RAULHAC | cabinet médical à Raulhac | 179 200,00 | 40,00 | 71 680,00 | 0,00 | 0,00 | 71 680,00 |
| 2020 | ROANNES | aménagement du lotissement de Pailhes réseau assainissement | 20 850,00 | 25,00 | 5 213,00 | 0,00 | 0,00 | 5 213,00 |
| 2020 | SAINT MARY | élargissement et renforcement de la voie communale de Contensoux | 120 667,00 | 25,00 | 30 167,00 | 0,00 | 0,00 | 30 167,00 |
| 2020 | ROUMEGOU X | sécurisation de la traverse du bourg | 68 343,00 | 25,00 | 17 086,00 | 0,00 | 0,00 | 17 086,00 |
| 2020 | SANSAC DE MARMIESE | création d'un préau | 79 587,00 | 30,00 | 23 876,00 | 7 162,80 | 0,00 | 16 713,20 |
| 2020 | SANSAC VEINAZES | travaux visant à réduire la consommation énergétique à la mairie et logement communal | 10 973,00 | 40,00 | 4 389,00 | 0,00 | 0,00 | 4 389,00 |
| 2020 | SENEZERGU ES | réfection du mur du cimetière de la Chourfilie | 5 880,00 | 30,00 | 1 764,00 | 0,00 | 0,00 | 1 764,00 |
| 2020 | SIRAN | renovation énergétique de l'atelier municipal | 61 769,00 | 40,00 | 24 708,00 | 0,00 | 0,00 | 24 708,00 |
| 2020 | SIVU de la Doire | réalisation d'un diagnostic d'eau potable sur le SIVU de la Doire | 39 975,00 | 30,00 | 11 993,00 | 0,00 | 0,00 | 11 993,00 |
| 2020 | ST CIRGUES DE JORDANNE | réfection de voirie au village du Chaumeil | 12 591,00 | 30,00 | 3 777,00 | 3 635,40 | 0,00 | 141,60 |
| 2020 | ST ETIENNE CANTALES | aménagement d'un centre équestre | 387 286,00 | 35,00 | 135 550,00 | 0,00 | 0,00 | 135 550,00 |
| 2020 | ST ETIENNE DE MAURS | restauration de la salle des fêtes, relocalisation de la mairie et requalification du bâtiment de l'ancienne école tranche 2 | 490 827,00 | 25,00 | 122 707,00 | 0,00 | 0,00 | 122 707,00 |
| 2020 | ST JACQUES DES BLATS | renovation d'un bâtiment d'habitation | 119 980,00 | 25,00 | 29 995,00 | 0,00 | 0,00 | 29 995,00 |
| 2020 | ST JULIEN DE TOURSAC | travaux de réhabilitation du bourg du Feyt. sécurisation et élargissement des voies de circulation et des abords | 50 990,00 | 25,00 | 12 748,00 | 0,00 | 0,00 | 12 748,00 |
| 2020 | ST JULIEN DE TOURSAC | Changement de la porte d'entrée de la salle polyvalente | 8 940,00 | 40,00 | 3 576,00 | 0,00 | 0,00 | 3 576,00 |
| 2020 | ST MAMET LA SALVETAT | aménagement de la Route Impériale 1ère tranche | 133 862,00 | 25,00 | 33 466,00 | 0,00 | 0,00 | 33 466,00 |
| 2020 | ST MAMET LA SALVETAT | réhabilitation et réaménagement de la station de traitement d'eau potable de Lascombes 2ème phase | 591 965,00 | 30,00 | 177 590,00 | 0,00 | 0,00 | 177 590,00 |
| 2020 | ST PAUL DES LANDES | Rénovation de la toiture de l'église | 8 031,00 | 40,00 | 3 212,00 | 0,00 | 0,00 | 3 212,00 |
| 2020 | ST SANTIN CANTALES | travaux de modernisation de voirie communale 2020 | 228 095,00 | 25,00 | 57 024,00 | 0,00 | 0,00 | 57 024,00 |
| 2020 | ST SANTIN DE MAURS | modernisation et renforcement de la voirie communale - programme 2020 | 88 985,00 | 25,00 | 22 246,00 | 6 673,80 | 0,00 | 15 572,20 |
| 2020 | ST SIMON | renforcement de la voirie communale entre Beillac et la Route des Crétes | 296 260,00 | 25,00 | 74 065,00 | 0,00 | 0,00 | 74 065,00 |
| 2020 | ST VICTOR | remise en état de la voie communale de Saint Victor | 53 435,00 | 31,60 | 16 895,00 | 0,00 | 0,00 | 16 885,00 |

Scot BACC

| | | | | | | | | |
|------|--------------|--|------------|-------|-----------|-----------|------|-----------|
| 2020 | VEZAC | déplacement et aménagement de l'agence postale/médiathèque et extension de la carline scolaire | 56 032,00 | 35,00 | 19 611,00 | 0,00 | 0,00 | 19 611,00 |
| 2020 | VEZAC | Mise aux normes du terrain de football | 147 275,00 | 30,00 | 44 183,00 | 0,00 | 0,00 | 44 183,00 |
| 2020 | VIC SUR CERE | programme de voirie 2020-2021 | 176 275,00 | 31,00 | 54 645,00 | 16 393,50 | 0,00 | 38 251,50 |
| 2020 | VIC SUR CERE | projet de requalification du camping municipal Vic'Nature | 58 874,00 | 40,00 | 23 550,00 | 7 065,00 | 0,00 | 16 485,00 |
| 2020 | VIEILLEVIE | sécurisation de la voie de Blanadet | 23 850,00 | 25,00 | 5 963,00 | 0,00 | 0,00 | 5 963,00 |
| 2020 | VITRAC | aménagement et sécurisation de la traverse du bourg de Vitrac | 176 853,00 | 25,00 | 44 213,00 | 0,00 | 0,00 | 44 213,00 |
| 2020 | YOLET | acquisition de la maison Manhe - maintien du dernier commerce | 85 000,00 | 30,00 | 25 500,00 | 7 650,00 | 0,00 | 17 850,00 |
| 2020 | YTRAC | aménagement et dynamisation du centre-bourg | 319 986,00 | 25,00 | 79 997,00 | 23 999,10 | 0,00 | 55 997,90 |

TOTAL 10 636 224

Territoire :

CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE

Territoire du SCOT BACC

Tableau récapitulatif des projets en cours avec financement Etat au 1^{er} juin 2021

| Maire d'ouvrage | Désignation du projet/contractualisation | Estimation coût total du projet TTC | OSIL | DSIL Relance | DSIL rénovation énergétique | FINADT | Autres mesures France Relance | Centres de ruralité | Autres | Année d'ordonnancement | Affectation financière (OSIL, DSIL, FINADT, centres de ruralité, autres mesures France Relance) | Commentaires / observations |
|--|---|-------------------------------------|------------|--------------|-----------------------------|--------|-------------------------------|---------------------|--------|------------------------|---|-----------------------------|
| Marmagnac | création MAM, RAM, salle inter-générationnelle et espace médiathèque | 536 000,00 | | | | | | 18 000,00 | | 2017 | 13 720,96 | |
| Reilhac | groupe scolaire rénovation énergétique et mise en accessibilité | 271 600,00 | | | | | | 45 000,00 | | 2017 | 9 000,00 | |
| Vézac | création maison accueil et activité des aînés | 833 419,00 | | | | | | 45 000,00 | | 2017 | 37 015,36 | |
| CABA | extension centre technique communautaire | 600 000,00 | | | | | | 202 300,00 | | 2017 | 78 477,97 | |
| Mandailles St Julien | aménagement logements pour saisonniers et espaces extérieurs | 205 318,00 | | | | | | 18 000,00 | | 2017 | 18 000,00 | |
| Communauté de communes Cère et Gouli en Carleves | Programme école numérique | 1 053 008,00 | | | | | | 161 785,00 | | 2017 | 29 241,48 | |
| Communauté de communes Cérigères de la Vallée | Reconstruction école numérique | 287 229,55 | | | | | | 30 000,00 | | 2017 | 6 380,61 | |
| Communauté de communes Cérigères de la Vallée | Reconstruction de l'école de Saint Sabin | 617 400,00 | | | | | | 212 700,00 | | 2017 | 202 065,00 | |
| Communauté de communes Cérigères de la Vallée | Création d'un espace numérique | 64 862,50 | | | | | | 28 925,00 | | 2017 | 28 925,00 | |
| Communauté de communes Cérigères de la Vallée | Construction dans l'hôtel numérique sur la commune | 1 577 000,00 | | | | | | 82 600,00 | | 2017 | 62 583,86 | |
| Communauté de communes Cérigères de la Vallée | Rénovation éclairage public | 820 000,00 | 213 000,00 | | | | | | | 2017 | 42 600,00 | |
| AURILLAC | aménagement lot Saint Géraud | 2 288 646,00 | 587 162,00 | | | | | | | 2017 | 292 939,56 | |
| CA BASSIN D'AURILLAC (CABA) | Restructuration du site de l'Yser | 525 007,00 | 131 252,00 | | | | | | | 2017 | 83 974,19 | |
| LE ROUGE PERS | Création d'une médiathèque | 777 813,00 | 242 590,00 | | | | | | | 2018 | 169 813,00 | |
| AURILLAC | réhabilitation triche urbaine Méallet de Cours | 4 946 000,00 | 242 593,00 | | | | | | | 2018 | 169 815,10 | |
| AURILLAC | Mise en oeuvre VIVA/CITE | 1 188 985,76 | 300 000,00 | | | | | | | 2018 | 240 000,00 | |
| AURILLAC | Mise en valeur du site patrimonial Saint Géraud - volet 3 | 873 000,00 | 50 000,00 | | | | | | | 2018 | 20 334,82 | |
| LACAPELLE DEL FRAISSE | Création d'un espace résidentiel séniors | 777 813,00 | | | | | | 200 000,00 | | 2018 | 140 000,00 | |
| Aurillac | réhabilitation triche urbaine Méallet de Cours | 162 600,00 | | | | | | 45 000,00 | | 2018 | 17 130,48 | |
| Sanac de Marrièze | mise en accessibilité et isolation des bâtiments publics | 64 691,00 | | | | | | 18 000,00 | | 2018 | 9 101,61 | |
| Véhic | toiture, équipement numérique et extension | 279 153,00 | | | | | | 50 000,00 | | 2018 | 50 000,00 | |
| BADAILHAC | extension et mise aux normes gîte d'étape à Badailhac | 285 176,00 | | | | | | 50 000,00 | | 2018 | 50 000,00 | |
| THEZAC | extension et mise aux normes gîte de Lafon | 402 606,00 | | | | | | 80 000,00 | | 2018 | 80 000,00 | |
| VIC-SUR-CÈRE | rénovation bassins de la piscine municipale | 29 947,50 | | | | | | 6 000,00 | | 2018 | 6 000,00 | |
| JOU SOUS MONJOU | étude préalable à la création d'un bar-restaurant à l'ancien presbytère | 19 907,70 | | | | | | 6 000,00 | | 2018 | 6 000,00 | |
| CC CÈRE ET GOUL EN CARLADÈS | équipement matériel son et lumière école de musique intercommunale | 383 589,00 | | | | | | 24 000,00 | | 2018 | 24 000,00 | |
| FOLMINHAC | aménagement centre-bourg | 983 189,00 | | | | | | 285 000,00 | | 2018 | 189 500,00 | |
| CC Charaignerie cantalienne | aménagement touristique du lac de Saint Etienne Cantal | 707 000,00 | | | | | | 209 000,00 | | 2018 | 146 300,00 | |
| CC Charaignerie cantalienne | extension du siège de la communauté de communes | 336 000,00 | | | | | | 20 000,00 | | 2018 | 20 000,00 | |
| Omps | réalisation d'un multiple rural | 2 065 603,00 | | | | | | 364 000,00 | | 2019 | 354 800,00 | |
| CABA | Restructuration camping de l'Ombrière | | | | | | | | | | | |

PLANNING PREVISIONNEL DE FINALISATION DES CONTRATS DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE

| Actions | 2021 | | | | | | | | | | | | 2022 | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|---------|-----|-----|------|-----|-----|-----------|-----|-----|---------|-----|-----|----------|-----|-----|-----|----------|-----|-----|-----|---------|-----|-----|-----|----|----|----|----|--|
| | Juillet | | | Août | | | Septembre | | | Octobre | | | Novembre | | | | Décembre | | | | Janvier | | | | | | | | |
| | S29 | S30 | S31 | S32 | S33 | S34 | S35 | S36 | S37 | S38 | S39 | S40 | S41 | S42 | S43 | S44 | S45 | S46 | S47 | S48 | S49 | S50 | S51 | S52 | S1 | S2 | S3 | S4 | |
| Compléter les annexes avec les subventions obtenues (État) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Développer/préciser les actions menées avec le chef de projet dans le cadre du programme « petites villes de demain » (Collectivités) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Point Visio avec les services de l'État : rappel des actions à venir / échanges-questions / état d'avancement... | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Finalisation de l'état des lieux écologique (ELE) et détermination des principaux indicateurs | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| détermination des principaux indicateurs afin de sélectionner ceux qui sont le plus pertinents et faciles à suivre | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Analyse et priorisation des projets | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Tri des projets soutenus par la DETR qui rentrent dans le cadre du CRTE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Transmission aux services de l'État des projets qui s'inscrivent dans la stratégie de territoire exposée dans le CRTE et matures | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Travail sur l'information et la concertation des acteurs socio-économiques | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Prise en compte des résultats de la concertation dans les CRTE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Territoires CTE uniquement : avoir officialisé via le COPIL CTE le transfert de tout ou partie du CTE vers le CRTE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Un point sur ELE, indicateurs sera fait avec les services de l'État | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Une conférence des co-financeurs sera organisée sur la base des principaux projets identifiés par la collectivités (CR / CD / DREAL / ADEME / BDT / Action Logement...) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Finalisation du CRTE V2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Signature du CRTE V2 (Avenant ou nouvelle version). | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

